



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Samedi 15 novembre.

RDC: les médecins brandissent la menace de la grève. Les médecins congolais brandissent la menace de la grève pour protester contre l'insécurité dont sont victimes certains d'entre eux. Au cours d'une réunion vendredi 14 novembre à Kinshasa, ces blouses blanches ont notamment évoqué le meurtre du Dr Mulangu au Kasai-Oriental en ce mois de novembre, puis l'enlèvement du Dr Patrick Balume au Nord Kivu. Le syndicat des médecins de la RDC réclame aussi une indemnisation de l'Etat en faveur des proches du Dr Bazenge, mort en soignant des malades d'Ebola à Djera, en territoire de Boende (Equateur).

Plus de 800 000 diabétiques répertoriés en RDC. Plus de 800 000 personnes souffrent du diabète en RDC. Le médecin directeur du Programme national de lutte contre le diabète a révélé ces chiffres vendredi 14 novembre à Kinshasa, en marge de la journée mondiale du diabète. Autrefois considéré comme une maladie des nantis, le diabète atteint actuellement davantage de pauvres et des jeunes, selon le Dr Mpoyi Muteba, pour qui la prise en charge de cette maladie devrait passer par une forte sensibilisation de la population.

Katanga : un militaire abat son débiteur à Mitwaba. Un militaire a abattu dans la nuit du vendredi 14 novembre son débiteur, un homme âgé d'une trentaine d'années, à Mitwaba, dans le Katanga. La victime devait à son bourreau de l'argent pour une pièce de viande négociée plus tôt entre les deux hommes.

Ituri : le Pam enquête sur le détournement de 20 tonnes de vivres. Le Programme alimentaire mondiale (Pam) a ouvert une enquête interne sur le détournement de 20 tonnes de vivres trouvés en vente dimanche dernier dans les marchés de Bunia, en Ituri (Province Orientale). La responsable locale du Pam, Judith Ular, l'a annoncé vendredi 14 novembre. Entre-temps, des commerçants qui avaient acheté ces vivres se plaignent avoir perdu leurs marchandises achetées en bonne et due forme.

Province Orientale: plus de 4 000 personnes fuient les exactions des Mai-Mai à Bafwasende. Environ 4 000 personnes ont, depuis jeudi 13 novembre, abandonné leurs habitations pour fuir les exactions des Mai-Mai dans les localités de Bambodi, Baase et Bigbolo, en territoire de Bafwasende, à 262 km de Kisangani (Province Orientale).

Nord-Kivu: la population de Misau et Misoke en otage des Mai-Mai Cheka. Les Mai-Mai Cheka ont, depuis trois jours, assiégé les localités de Misau et Misoke, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Ces miliciens interdisent tout mouvement de sortie et d'entrée dans ces villages, situés à plus de 250 km de Walikale-centre. Selon l'autorité locale en fuite, ces miliciens justifient cette mesure comme moyen de protéger la population civile contre toutes les menaces des FDLR. Ces rebelles rwandais sont accusés d'avoir tué, du 3 au 5 novembre, 13 personnes et violé une dizaine de femmes dans les localités de Misau et Misoke.

Katanga: plus de 700 maisons endommagées après la pluie à Lubumbashi. Environ 700 maisons ont été détruites à la suite de la pluie qui s'est abattue, jeudi 13 novembre, dans la ville de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Le maire de la ville, Jean-Oscar Sanguza, a également dénombré un mort et des blessés. La commune annexe de Lubumbashi a été la plus touchée et les sinistrés sont sans assistance et passent la nuit à la belle étoile. D'autres sont dans des familles d'accueil. Pour

l'autorité municipale, ce bilan est encore provisoire car l'opération d'identification des sinistrés va se poursuivre ce samedi.

Beni: les présumés ADF ont tué 4 personnes à Butemba. Les ADF ont à nouveau endeuillé le territoire de Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Ces rebelles ougandais sont accusés d'avoir tué quatre personnes, dans la nuit du vendredi 14 novembre, dans la localité de Butemba, sur l'axe Beni-Mbau. Au moins 21 personnes ont été exécutées en l'espace de deux jours par ses présumés ADF dans le même secteur de Beni-Mbau.

Plusieurs quartiers de Kinshasa inondés après la pluie. Les eaux de pluie ont inondé, samedi 15 novembre dans la matinée, plusieurs quartiers de la capitale. Ces eaux n'ont pas épargné les routes principales et secondaires de Kinshasa, empêchant ainsi les automobilistes de circuler comme il faut. Cette pluie a également ralenti les activités sociales et économiques dans le centre des affaires de Kinshasa qui n'a pas connu d'engouement habituel.

Ebola: le gouvernement déclare la fin de l'épidémie en RDC. Le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi, a officiellement déclaré la fin de l'épidémie d'Ebola qui a sévi pendant près de trois mois dans le secteur de Djera, en territoire de Boende (Equateur). Il a fait cette annonce, samedi 15 novembre à Kinshasa.

Selon le ministre, aucune nouvelle contamination à ce virus Ebola n'a été enregistrée en RDC depuis au moins 42 jours. La dernière contamination à virus à Ebola a été enregistrée le 4 octobre. La durée d'incubation du virus Ebola est de 21 jours. Kabange Numbi a toutefois invité la communauté à rester vigilante et à continuer d'observer strictement les mesures préventives d'hygiène contre l'épidémie d'Ebola.

Katanga : les acteurs de la société civile formés sur la gestion des conflits à Malembe Nkulu. Une cinquantaine d'activistes de la société civile de la cité de Malembe Nkulu à près de 650 km de Lubumbashi (Katanga) sont en formation de renforcement de capacité depuis jeudi 13 novembre sur la gestion et la prévention des conflits. Selon les autorités locales qui livrent cette information, ce territoire est secoué depuis quelques années par des conflits de tout genre notamment, les conflits coutumiers et politiques.

Kinshasa : 49 services de placement interdits d'activités. Le ministre de l'Emploi et de la Prévoyance sociale, Modeste Bahati Lukwebo, a interdit quarante-neuf services de placement privés d'exercer à Kinshasa. Au cours d'une conférence de presse organisé samedi 15 novembre, il reproche à ses services d'avoir outrepassé leur mission et brassent beaucoup d'argent illicitement sur le dos des travailleurs. « Nous constatons que de plus en plus, de grandes entreprises, même des petites, une fois qu'elles ont confié à un service de placement la tâche de trouver les travailleurs dont ils ont besoin, ils se délaissent de toute responsabilité vis-à-vis des travailleurs. Ce qui est une violation de la loi », a déploré le ministre Bahati Lukwebo. Pour lui, « ces services n'ont pas pour rôle la sous-traitance ou la sous-entreprise. « Ils ont pour rôle justement de mettre en contact les demandeurs d'emploi et les offreurs d'emploi et ça doit se limiter là. Une fois que le demandeur est en contact avec l'employeur et qu'il a signé son contrat de travail, la gestion administrative, la gestion de la carrière, de la rémunération et tout ce qui a comme corolaire et qui est consigné dans le contrat de travail revient à l'employeur», a souligné le ministre. (Radio Okapi)

Dimanche 16 novembre.

Décentralisation en RDC: Julien Paluku préconise une «étude de préfaisabilité». Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a proposé une étude approfondie avant d'amorcer le processus de décentralisation en RDC. Il l'a déclaré samedi 15 novembre à Kinshasa, lors d'un atelier organisé par le Parti lumumbiste unifié dans le cadre de la commémoration du cinquantenaire du parti cher à Antoine Gizenga Fundji. Tout en soulignant les avancées réalisées, Julien Paluku a reconnu qu'il y avait des dispositions dans la constitution qui avaient suscité de l'euphorie au sein de la population, mais dans la pratique, elles n'ont jamais été faciles à matérialiser. Le gouverneur du Nord-Kivu a déploré une léthargie entre le pouvoir central et les provinces sur le terrain: «Pour moi, j'estime que le fait d'avoir mis les compétences concurrentes dans la constitution ça crée une léthargie entre le pouvoir central et les provinces, parce qu'on ne sait pas qui fait quoi. C'est comme l'article 204, qui définit les compétences exclusives des provinces. Cet article énumère 29 matières qui relèvent de la compétence exclusive des provinces. Finalement les provinces ne savent pas ce qu'elles doivent faire.» Outre les questions relatives à la décentralisation en RDC, d'autres sujets ont également été abordés lors de la commémoration du cinquantenaire du Palu. Il s'agit notamment du mécanisme de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba et de la sécurité avec comme sous-thèmes: l'armée, la police et autres services de renseignements. S'agissant de la question sécuritaire, le professeur Mbela, l'autre orateur du jour, a indiqué en substance que la RDC s'étant rangée sur la voie des réformes, force est de

constater que celle de la Police peut être qualifiée de réussite. L'armée étant un organe de souveraineté, il n'est toujours pas aisée d'engager des réformes, selon lui. Le coordonnateur du mécanisme de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, François Muamba, a quant à lui, indiqué que ce processus était une occasion à saisir, par la RDC, pour mettre un terme à tout prétexte de guerre. (Radio Okapi)

Kinshasa: le journaliste Eric Masimo en garde à vue à l'ANR. Eric Masimo, journaliste à C-News, nouveau journal créé après l'interdiction de Congo News, et attaché de presse au ministère de l'Economie, est en garde à vue à l'Agence nationale des renseignements (ANR) à Kinshasa depuis vendredi 14 novembre. D'après des sources proches du dossier, les services des renseignements lui reprocheraient d'avoir publié un article dans lequel il annonçait que le Chef de l'Etat Joseph Kabila aurait assuré un groupe d'investisseurs étrangers que rien ne leur arriverait après la révision de la constitution qui se profile en RDC.

RDC: Jean-Claude Muyambo quitte la Majorité présidentielle. Le président du parti Solidarité congolaise pour la démocratie (Scode), le député honoraire Jean-Claude Muyambo Kyassa, quitte la Majorité présidentielle pour œuvrer désormais au sein de l'opposition politique. L'ancien bâtonnier du barreau de Lubumbashi l'a déclaré à Radio Okapi samedi 15 novembre; alors qu'il s'est vu refuser l'atterrissage à l'aéroport national de Bipemba à Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental. Depuis quelques mois, ce dernier a multiplié des déclarations pour affirmer son opposition à la révision constitutionnelle en RDC – de nature à permettre au chef de l'Etat actuel de briguer un troisième mandat – dénonçant par ailleurs l'absence d'un vrai débat sur cette question au sein de la majorité. Le 30 août dernier par exemple, Jean-Claude Muyambo affirmait que durant ses deux mandats, Joseph Kabila avait «fait des choses magnifiques». Mais, avait-il ajouté, «en 2016, nous voulons qu'il y ait alternance». Le président de Scode a annoncé son retrait de la MP samedi après son voyage raté de Mbuji-Mayi. Il a vivement déploré l'interdiction d'atterrir – dont il a été victime – dans cette ville du Kasai-Oriental, où était programmée une importante rencontre de son parti. Pour lui, cette interdiction constitue une entrave aux valeurs démocratiques. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: Julien Paluku accuse Mbusa Nyamwisi de préparer une nouvelle rébellion. «L'insécurité à Beni n'est pas seulement l'œuvre des rebelles ougandais. Elle est facilitée par les enfants de Beni», a affirmé récemment le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, accusant nommément Antipas Mbusa Nyamwisi, notable de Beni, d'avoir orchestré les récents massacres des populations civiles dans ce territoire. De son côté, le parti de Mbusa Nyamwisi, le RDC/KML, a rejeté samedi 15 novembre ces accusations, les qualifiant d'«imputations mensongères.» «Antipas Nyamwisi a fait tuer des civils afin de mettre sous pression les populations et venir ensuite se présenter comme leur libérateur avec sa rébellion en gestation», a indiqué Julien Paluku lors d'une adresse à la population mercredi 13 novembre. Julien Paluku dénonce un projet macabre: «On est en train de citer Mbusa dans certaines choses, la plupart des Nande commencent à dire que Julien aussi attaque Mbusa. Mais ce n'est pas le fait de Julien. Lorsqu'un fils de la communauté se révèle être un criminel, on doit le dénoncer.» Julien Paluku et Antipas Mbusa sont tous des Nande. Mais le gouverneur Paluku a tenu à souligner que la démarche de M. Mbusa n'était pas à attribuer à toute cette communauté. «Deux anciens militaires de l'ancienne branche armée du RCD/KML ont été capturés à Beni. Ils ont avoué avoir participé aux récents massacres. Et leur procès est prévu dans quelques jours», a poursuivi Julien Paluku. «**Imputations mensongères.**» Dans une déclaration rendue publique ce samedi à Kinshasa, le secrétaire général du RCD-KML, Koloso Sumaili, a rejeté toutes ces accusations. Selon lui, ce parti politique de l'opposition n'a plus rien à voir avec la lutte armée depuis la réunification du pays. Il dit contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'unité nationale dans le respect des dispositions légales. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: des hommes armés tuent deux personnes à Rutshuru. Le territoire de Rutshuru fait face à un regain de l'insécurité. Deux hommes ont été tués par balle par des hommes en armes non encore identifiés la nuit de samedi à dimanche 16 novembre à Kiwanja et à Kisharo. Trois autres personnes ont été enlevées dans les escarpements entre la station de Rwindi et Kanyabayonga. La société civile du Nord-Kivu appelle les autorités à plus de vigilance.

Kinshasa: l'Anapi publie les opportunités d'investir dans l'agriculture et l'industrie. «Investir dans l'agriculture» et «l'industrie en RDC », ce sont deux cahiers sectoriels que l'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anapi) a publié à Kinshasa. Ces documents donnent des informations spécifiques dont l'investisseur a besoin sans nécessairement se déplacer, a précisé vendredi 14 novembre le directeur général de l'Anapi, Buabua wa Kayembe.

Equateur : la population de Boende salue l'annonce de la fin d'Ebola. La population de Boende, dans la Tshuapa (Equateur) se dit satisfaite de l'annonce de la fin de l'épidémie d'Ebola qui sévissait

dans l'aire de santé de Djera. La fin de cette maladie a été déclarée samedi 15 novembre par le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi. La mesure de mise en quarantaine des localités qui étaient touchées par cette épidémie est levée et la population circule à nouveau normalement.

Ebola : plaidoyer pour la prise en charge des orphelins. Les représentants de l'Equateur à Kinshasa plaident pour la prise en charge des orphelins dont les parents sont décédés de la fièvre hémorragique d'Ebola. Au cours d'un point de presse organisé dimanche 16 novembre à Kinshasa, ils invitent les autorités, ONG et autres hommes de bonne volonté à aider «la population meurtrie de Boende à se relever après des moments difficiles de mise en quarantaine».

Ituri : 3% de femmes accouchent au centre de santé de Simbiliabo. Seuls 3% de femmes accouchent dans l'aire de santé de Simbiliabo en Ituri (Province Orientale), a affirmé samedi 15 novembre l'animatrice à la zone de santé de Bunia chargé de sensibilisation, Willy Ruhigwa. Il a indiqué que la plus part de femmes préfèrent se rendre dans des formations médicales qui sont parfois éloignées tant pour les accouchements que pour faire vacciner leurs enfants contre la poliomyélite. Et pourtant sur place, ajoute la même source, l'entité est dotée des structures médicales viables qui ne sont pourtant pas fréquentées. Cela constitue un danger pour la santé publique. Près de 50 personnes ont été invitées pour échanger sur cette problématique. Le but était d'examiner dans quelle mesure impliquer toute la population au changement de comportement. (Radio Okapi)

Lundi 17 novembre.

Moanda : la société civile condamne le comportement de certains députés. La société civile du territoire de Moanda, à plus de 200 Km de Matadi (Bas-Congo), condamne le comportement de certains députés nationaux, qui signe des pétitions avant de retirer ensuite leurs signatures. Pour le coordonnateur de cette structure, Gelson Sisivimbi, le «spectacle» présenté par ces élus au palais du peuple le 10 novembre dernier, au cours du vote de la motion de défiance contre deux membres du gouvernement, ne cadre pas avec la mission leur confiée par la population.

Enseignement: des parents s'opposent au paiement des frais «Kimbuta» à Kinshasa. Des parents d'élèves s'opposent au paiement de frais dit «Kimbuta», du nom du gouverneur de la capitale de la RDC, dans certaines écoles de Kinshasa. Ces frais font partie des frais scolaires prélevés par les écoles pour le compte du gouvernement provincial de Kinshasa.

Katanga: l'Université de Malemba Nkulu peine à fonctionner. L'Université autonome de Malemba Nkulu, à 500 km de Lubumbashi (Katanga), fonctionne difficilement depuis sa création en 2011. Le personnel de cette université de près de 600 étudiants n'est pas mécanisé et donc ne perçoit pas de salaires.

La cimenterie de la Province Orientale toujours pas inaugurée 7 ans après la première pierre. Le Chef de l'Etat congolais Joseph Kabila avait posé à Kisangani la première pierre pour la construction de la Cimenterie de la Province Orientale (Cipro) le 30 juin 2007. Sept ans après, trois ministres de l'Industrie se sont succédé sans que ce projet ne se matérialise. Le député Alphonse Awenze a même initié une motion de défiance contre l'actuel ministre de l'Industrie Remy Musungayi à ce sujet. Sa motion a été rejetée. Qu'est-ce qui bloque la matérialisation de cette nouvelle usine de cimenterie ? Des sources proches de ce dossier ont indiqué à Radio Okapi que trois préalables ont été posés par la société indienne Jaguar pour construire cette usine conformément au contrat signé avec la République démocratique du Congo. Le premier préalable, à en croire nos sources, c'est le transport de l'électricité jusque sur le site de Maïko, situé à plus de 50 km de Kisangani. Le deuxième préalable est le transport de l'eau en quantité industrielle vers ce site qui devrait accueillir cette cimenterie. Le troisième préalable, ajoutent les mêmes sources, c'est l'aménagement de ce site pour qu'il soit prêt à accueillir les travaux de construction. **Problème d'électricité.** De ces trois préalables, c'est l'électricité qui pose le plus problème, soulignent nos sources. La ville de Kisangani, avec ses trois turbines, ne peut pas supporter la demande en énergie d'une cimenterie. Pour y parvenir, il faudrait construire une autre turbine. Or, pour construire une quatrième turbine, il y a deux contraintes qui se posent : le temps et les moyens, renseignent les mêmes sources. Ces dernières précisent qu'il faut au moins 3 ans pour construire une turbine, et cela n'est pas du goût des entreprises qui tiennent à ce que les travaux de construction de la cimenterie démarrent maintenant. Le premier site où cette cimenterie devrait être construite a été délocalisé vers la route Lubutu, à une cinquantaine de km de la ville. Le Gouvernement provincial avait mis des moyens pour aménager ce second site. Il est actuellement abandonné et envahi par la forêt. (Radio Okapi)

Distribution d'eau à Kinshasa : les difficultés rencontrées par la Regideso. La Regideso doit produire au moins 210 000m³ d'eau de plus pour répondre au besoin de la population kinoise. C'est la

première équation que doit résoudre cette régie de distribution d'eau potable afin d'améliorer sa desserte dans la capitale congolaise. Les autres difficultés sont notamment l'irrégularité de desserte en énergie électrique et l'insolvabilité des abonnés, dont en particulier son principal client, l'Etat.

Procès Mamadou Ndala: le colonel Birocho Nzanzu condamné à mort. Le verdict est tombé lundi 17 novembre après-midi dans le procès Mamadou Ndala, après plus d'un mois d'audiences à Beni: le lieutenant-colonel FARDC Birocho Nzanzu Kosi et un rebelle ougandais des ADF – en fuite – sont condamnés à la peine capitale. La cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu a prononcé également des lourdes peines pour d'autres prévenus et trois acquittements. Le colonel Birocho Nzanzu Kosi est condamné à la peine capitale pour participation à un mouvement insurrectionnel et terrorisme. Il est aussi renvoyé des FARDC et soumis au paiement de dommages et intérêts équivalents à 2,9 millions américains à la partie civile et à la succession du colonel Mamadou Ndala, mort dans un attentat le 2 janvier dernier à Beni. La cour a également condamné par contumace quelques rebelles des ADF en fuite. Parmi eux, figure Jamili Mukulu, condamné à la peine de mort. Alors que l'officier ADF Yusufu Mandefu est condamné à 15 ans de servitude pénale principale, son acolyte Yosia, lui, écope de 5 ans pour participation à l'assassinat de Mamadou Ndala. Du côté des FARDC, le lieutenant colonel Kamulete Jocker, quant à lui, écope de 20 ans de prison ferme pour participation au mouvement insurrectionnel. Les majors Ngabo et Viviane Masika, reconnus coupables de dissipation d'effets militaires et vol simple, sont condamnés chacun à 12 mois de prison. Cependant, la cour militaire a acquitté trois prévenus, dont le capitaine Moïse Banza et le lieutenant colonel Tito Bizuru. La peine capitale n'est pas applicable en RDC, en raison d'un moratoire depuis plus d'une décennie. Ces peines vont se muer à la peine à perpétuité. (Radio Okapi)

Mardi 18 novembre.

Loi d'amnistie : 14 ex-insurgés «Enyele» libérés à Mbandaka. Quatorze «Enyele», anciens membres du Mouvement de libération indépendante et alliés (MLIA), ont été libérés lundi 17 novembre en application de l'arrêté ministériel n°198 du 28 août 2014, portant exécution de la loi d'amnistie signée par le Chef de l'Etat pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques. L'auditeur militaire supérieur près la cour militaire de l'Equateur a présidé la cérémonie de libération à la prison centrale de Mbandaka, en présence du ministre provincial de la Justice et Droits humains, du procureur général près la cour d'appel de Mbandaka, du collectif des avocats des intéressés et de la Monusco.

Kabinda : conditions de vie précaires des pensionnaires de la prison centrale. Les pensionnaires de la prison centrale de Kabinda, au Kasai-Oriental, vivent dans des conditions difficiles. Selon David Mulembue, chef de service des droits humains de cette cité située à 153 km à l'Est de Mbuji-Mayi, 45 prisonniers sur 58 n'ont accès ni à des soins de santé, ni à une nourriture suffisante.

Assemblée nationale : le rapport sur la loi de reddition des comptes jugée recevable. Le rapport de la Commission économique et financière (Ecofin) sur la loi de reddition des comptes du budget 2013 a été jugé recevable lundi 17 novembre 2014. Ce document constate plusieurs faiblesses de gestion dans l'exécution de ce budget, dont le taux de réalisation de recettes qui se chiffre à 62% et celui d'exécution de dépenses à 63%, alors que le budget était voté en équilibre. Le rapport évoque aussi la mauvaise tenue et la production tardive de la comptabilité publique.

Sud-Kivu: un FDLR tué dans un accrochage avec les FARDC à Munzanza. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont tué un rebelle des FDLR et récupéré son arme à la suite d'un accrochage survenu avec un groupe de rebelles rwandais, lundi 17 novembre, dans la localité de Munzanza, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Des sources de la région renseignent qu'un militaire a aussi été blessé par balle au terme de ces combats.

RDC: les Congolais de la diaspora encouragés à investir au pays. Le Parti des travailleurs (PDT) encourage les Congolais de la diaspora à revenir pour apporter leurs pierres au développement de la RDC. Le président de cette formation politique, John Malala, a lancé cet appel, lundi 17 novembre, à la cérémonie de sa sortie officielle, à Kinshasa. «On retrouve parmi ceux qui sont dans la diaspora congolaise ceux qui sont de niveau d'étude très élevé. Nous sommes des experts qui sommes en train de contribuer au développement des pays qui sont déjà développés », a-t-il regretté. John Malala est persuadé que les Congolais de la diaspora ont des atouts et sont capables d'apporter beaucoup de choses au développement du pays. (Radio Okapi)

Insécurité au Sud-Kivu : un général des FARDC rappelle ses éléments à l'ordre. Le commandant du 22e groupement naval de Kalemie, le Général Major Janvier Mayanga, a fustigé le comportement

des éléments des FARDC face à l'insécurité grandissante dans Uvira et Fizi. Il l'a affirmé lundi 17 novembre dans une parade militaire organisée avec la garnison militaire d'Uvira au camp Estagrico.

Shabunda: 2 factions Raïa Mutomboki se disputent le contrôle d'une concession minière. Les Raïa Mutomboki fidèles à Kikuni Juriste et ceux de Mbongolo Kikwama se disputent, depuis un mois, le contrôle de la concession minière abandonnée par la Société minière du Kivu (Sominki), dans la localité de Lukala, en territoire de Shabunda (Sud-Kivu).

Senat: interpellation du ministre des Infrastructures sur la problématique des routes. Le ministre des Infrastructures, Fridolin Kasweshi, a été interpellé lundi 17 novembre au Sénat. Il devait répondre à la question orale avec débat du sénateur Léopold Ndolela sur la problématique des routes en République démocratique du Congo (RDC). Au cours du débat, les sénateurs ont fait remarquer l'absence d'une politique nationale en matière de routes. Pour illustrer ce constat, ils ont cité les cas de plusieurs routes impraticables à travers le pays. D'après l'auteur de la question orale, le projet de réunification de la RDC par la route n'est jusqu'ici qu'un chapelet de bonnes intentions du gouvernement. (Radio Okapi)

Le général Ilunga Kampete, nouveau commandant de la Garde républicaine. Le général de brigade Ilunga Kampete Gaston-Hugues est nommé commandant de la Garde républicaine (GR), au terme d'une ordonnance présidentielle du 16 novembre dernier. Le général Tshiwewe Christian est le nouveau commandant second de la GR. Un colonel est chargé de l'administration et logistique et un autre du poste de chef d'état-major de la Garde présidentielle.

Kisangani : des étudiants protestent contre des coupures intempestives du courant électrique. Des étudiants de plusieurs universités et instituts supérieurs de Kisangani ont protesté lundi 17 novembre contre des coupures intempestives à l'orphelinat de Mangobo où sont hébergés près de trois cents étudiants. Selon eux, ils ont fait trois semaines sans électricité et la Société nationale d'électricité (Snel) ne respecte plus son programme de délestage.

Isangi : des inondations détruisent près de 1000 tonnes de produits agricoles. Près de mille tonnes de produits agricoles des paysans ont été détruites dans les champs suite aux inondations des eaux de la rivière Aruwimi et du fleuve Congo dans le territoire de Basoko (Province Orientale). L'Union des producteurs agricoles (UDPA) a livré cette information mardi 18 novembre.

RDC: HRW accuse la police d'avoir tué 51 personnes lors de l'opération «Likofi». La Police nationale congolaise (PNC) «a sommairement tué au moins 51 jeunes hommes et garçons et soumis 33 autres à des disparitions forcées au cours d'une campagne anti-criminalité...», accuse Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié mardi 18 novembre. L'ONG exige la «suspension immédiate» du général célestin Kanyama, commissaire provincial de la police ville de Kinshasa, dans l'attente d'une enquête sur l'opération «Likofi» menée contre le gangstérisme urbain à Kinshasa de novembre 2013 à février 2014.

Violences sexuelles: Jeannine Mabunda parle des «progrès» réalisés en RDC. Plus de neuf mille dossiers de viol sont en cours de traitements dans les cours et tribunaux de la RDC, a indiqué la représentante spéciale du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants soldats, Jeannine Mabunda. Au cours d'une conférence de presse mardi 18 novembre à Kinshasa, elle s'est réjouie des progrès réalisés par les cours et tribunaux dans la condamnation des auteurs de viol. Selon elle, la condamnation des auteurs de ce crime – quels que soient leurs grades et rangs – à Rutshuru, Kananga et Kinshasa, est un signal fort dans la lutte contre l'impunité en RDC.

Katanga: situation précaire pour 178 000 déplacés de Pweto. Ces déplacés se trouvent dans plusieurs zones et vivent dans une grande précarité après avoir tout perdu lors des différentes attaques de leurs villages par les Maï-Maï. L'administrateur de Pweto a salué les efforts fournis par les humanitaires dans les secteurs de la lutte contre les épidémies, la santé, l'assainissement, l'eau et la sécurité alimentaire. Cependant, a-t-il fait remarquer, ces efforts ne suffisent pour satisfaire les besoins humanitaires de ces déplacés.

Mercredi 19 novembre.

Massacre de Gatumba: les Banyamulenge saisissent la justice burundaise. La communauté Banyamulenge au Burundi a saisi la Cour suprême de ce pays pour s'enquérir de l'évolution de l'affaire de 160 réfugiés tués en 2004 dans un camp au Burundi. Elle demande que deux anciens chefs rebelles qui ont revendiqué l'attaque soient arrêtés. Les présumés accusés rejettent les responsabilités

tandis que le procureur général de la République de ce pays assure le dossier pénal est déjà ouvert. Les doléances de la communauté Banyamulenge à Bujumbura sont les mêmes depuis 10 ans: que les auteurs et commanditaires des assassinats des réfugiés congolais à Gatumba en 2004 soient arrêtés et traduits en justice. En tête de la liste des personnalités visées se trouvent deux anciens chefs rebelles qui avaient revendiqué l'attaque : Agathon Rwasa et le pasteur Habimana. Dans la nuit de mercredi à jeudi 14 août 2004, plus de 150 personnes de la communauté Banyamulenge avaient été massacrées dans un site du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Gatumba, au Burundi, non loin de la frontière avec la RDC. Les rebelles du Front national pour la libération (FNL) avaient revendiqué l'attaque. Dix ans après ce massacre, les survivants et les familles des victimes continuent à réclamer justice. Ils condamnent notamment l'indifférence de la communauté internationale face à ce qu'ils qualifient de génocide. (Radio Okapi)

Isangi : les moustiquaires utilisées comme clôtures ou filets de pêche. Plusieurs centaines de moustiquaires récemment distribuées aux ménages sont utilisées par ces derniers pour clôturer leurs jardins ou comme matériel de pêche dans la zone de santé de Yalimbongo, à Isangi. Une délégation de la société civile de Basoko, en mission dans cette zone de santé à plus de 400 km à l'ouest de Kisangani, en Province Orientale, a fait ce constat mercredi 19 novembre. Selon Augustin Tsheza, membre de cette organisation citoyenne, des habitants utilisent ces moustiquaires imprégnées pour capturer les oiseaux dans les ilots.

Assemblée nationale : UNC et alliés désapprouve le vote de la loi de reddition des comptes. Le groupe parlementaire UNC et alliés regrette que la loi sur la reddition des compte du budget 2013 ait été votée «dans l'état» à l'Assemblée nationale. Pour ces députés, l'examen de cette loi a été mal exécuté. Déjà, notent-ils, la commission économique de l'Assemblée nationale ont évoqué plusieurs irrégularités, notamment des dépassements budgétaires, des sous consommations et de mauvaises affectations.

Crise humanitaire au Katanga : le HCR dénombre près de 600 000 déplacés internes. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) se dit préoccupé de la «catastrophe humanitaire» qui sévit au Katanga». Dans son rapport publié mardi 18 novembre, l'agence onusienne dénombre près de 600 000 déplacés internes dans cette province, dont 71 000 seulement sont pris en charge. Depuis New York, les responsables du HCR appellent les autorités congolaises et la Monusco à redoubler d'efforts pour mettre fin à la violence dans les régions du triangle de la mort.

L'anarchie des conducteurs insécurise les routes à Kinshasa. L'anarchie observée sur les routes de Kinshasa pose un sérieux problème de sécurité. D'une part, dans un flagrant laisser-aller, les conducteurs de transports en commun violent impunément le code de la route, mettant ainsi en danger les autres usagers de la route. D'autre part, ce sont les cortèges des officiels qui, au lieu de prêcher par l'exemple, se conduisent en véritables hors la loi.

Équateur : grogne à la Société congolaise du bois. Les travailleurs de la Société industrielle congolaise du bois (Sicoboïs) à Lisala (Equateur) revendiquent le paiement de six mois d'arriérés de salaire. Pour manifester leur mécontentement, ils ont barricadé, lundi 17 novembre, tout accès à la concession de leur entreprise. Dans leurs revendications, ils exigent aussi le départ de leur responsable Pierre Lezin qu'ils accusent de traitements inhumains et dégradants, dont des injures publiques. La police a dispersé cette manifestation et a arrêté trois agents de la Sicoboïs avant de les libérer dans la soirée. D'autres travailleurs de cette entreprise auraient subi des violences policières. Trois d'entre eux ont été grièvement blessés, selon des témoins. Parmi eux, le délégué syndical principal admis aux soins à l'hôpital général de référence de Lisala. Pour tenter de calmer la tension entre les travailleurs et les responsables de l'entreprise, la Commissaire de district a convoqué, mardi 19 novembre, une réunion élargie du comité de sécurité du district de la Mongala avec l'administrateur du territoire de Lisala ainsi que les deux parties en conflit. Ils ont demandé au patron de l'entreprise à Kinshasa d'éponger dans un premier temps la moitié d'arriérés de salaire, soit 3 mois, afin de permettre à ces agents de subvenir aux besoins de leurs ménages. Par ailleurs, le responsable local de Sicoboïs, Pierre Lezin, a expliqué les retards de paiement par le manque de débouchée. Leur ancien partenaire a renoncé à financer l'entreprise suite aux accusations de viol et maltraitance de la population par ses agents. Deux ONG locales et internationales avaient signalé des cas viols citant les agents de la Sicoboïs comme auteurs. Ces accusations ont été rejetées par Pierre Lezin qui espère que la paix sera rétablie bientôt lorsque les travailleurs vont recevoir une partie d'arriérés de leurs salaires. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : les autorités locales demandent le déploiement des FARDC à Kahumba et Luhonga. Le chef de la localité Malehe au Nord-Kivu demande le déploiement des Forces armées de la RDC dans les villages de Kahumba et Luhonga, situés à environ une trentaine de kilomètres au Nord-Ouest

de Goma. Au cours d'une interview accordée mardi 18 novembre à Radio Okapi, il a affirmé que quatre cas de vols armés ont été signalés par des coupeurs de route depuis une semaine dans ces villages. Les présumés auteurs de ces actes sont un groupe de 25 jeunes de Bwambongo, qui opèrent avec 12 armes à feu. Pour le commandant du premier régiment service des Forces armées de la RDC à Sake, le déploiement des militaires est en cours.

Tueries de Beni: «Tous les commanditaires seront démasqués», assure le général Wafy. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, le général Abdalah Wafy, réaffirme la détermination de la Monusco à traquer les commanditaires de tueries en série des civils enregistrés depuis deux mois à Beni au Nord-Kivu. Il l'a déclaré ce mercredi 19 novembre au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa. D'après lui, qu'ils soient, les vrais commanditaires de ces massacres finiront par être connus et poursuivis.

RDC: 6 députés suspendus pour avoir battu leur collègue. Le bureau de l'Assemblée nationale sanctionne six députés qui avaient tabassé leur collègue Valentin Senga lors d'une plénière de la Chambre basse. Les auteurs de ces attaques physiques écotent d'une suspension des trois mois et de la privation de leurs émoluments, a annoncé le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku à la clôture de la plénière de ce mardi 18 novembre.

Kinshasa: beaucoup de bâtiments publics dépourvus de toilettes dignes. Le manque des latrines mais également de l'entretien du peu qui existe continue de poser un problème de santé publique, tant au centre-ville que dans les quartiers périphérique de Kinshasa. Un reporter de Radio Okapi l'a constaté mercredi 19 novembre, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des toilettes.

Beni: des écoles toujours occupées par des déplacés. Une quinzaine d'écoles primaires et secondaires ne fonctionnent pas depuis près d'un mois maintenant sur l'axe Mbau – Eringeti, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. La société civile provinciale redoute une perturbation du calendrier scolaire, suite à l'insécurité. La plupart des élèves sur l'axe Beni – Eringeti ne vont pas à l'école parce que soit leurs parents ont été obligés de s'éloigner vers des zones plus sécurisées, soit leurs salles de classe sont occupées par des déplacés

Jeudi 20 novembre.

Opération Likofi : le rapport de Human Rights Watch, «une diabolisation et un chantage», selon Kinshasa. Deux jeunes hommes présentés mercredi 19 novembre par le ministre de l'Intérieur Richard Muyej comme étant des détenus de la prison de Makala alors que, selon lui, Human rights watch les présentait comme des victimes de disparition forcée lors de l'"opération Likofi". Photo Olivier Amisi/Ministère de l'Intérieur Voir dans Picasa Deux jeunes hommes présentés mercredi 19 novembre par le ministre de l'Intérieur Richard Muyej comme étant des détenus de la prison de Makala alors que, selon lui, Human rights watch les présentait comme des victimes de disparition forcée lors de l'"opération Likofi". Photo Olivier Amisi/Ministère de l'Intérieur Le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muyej a qualifié mercredi 19 novembre le rapport de Human Rights Watch documentant au mois 51 meurtres et disparitions forcées imputés à la Police nationale congolaise lors de l'opération Likofi contre les Kulunas de «chantage éhonté et d'humiliation contre le gouvernement de la république et le peuple congolais». L'opération policière Likofi (coup de poing, en Lingala, NDLR) contre le banditisme urbain à Kinshasa a été menée entre novembre 2013 et février 2014. Au cours de celle-ci, de nombreux jeunes ont été abattus de sang-froid par la police non loin de leurs domiciles tandis que d'autres ont été victimes de disparition forcée, indique le rapport de l'ONG Human Rights Watch. Richard Muyej a estimé en conférence de presse que les rédacteurs de ce rapport se sont inscrits dans la logique de « diabolisation, de lynchage médiatique, de chantage éhonté et d'humiliation contre le gouvernement de la république et le peuple congolais ». Le ministre de l'Intérieur, de qui dépend la Police nationale congolaise, a présenté séance tenante deux jeunes hommes présumés victimes de disparition forcée dont les photos ont été publiées dans le rapport de Human Rights Watch. Selon M. Muyej, ces deux jeunes hommes sont incarcérés à la prison de Makala où ils ont été transférés par le parquet. «Avec les preuves ainsi établies qui contredisent suffisamment les allégations de Human Rights Watch, quelle crédibilité pouvons-nous accorder aux publications de cette ONG et aux sources de leurs informations que sont certaines familles en mal de déclarations ?», s'est interrogé Richard Muyej. Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs mis en doute l'authenticité des photos des morts présentées dans le rapport de Human Rights Watch comme étant des personnes tuées par les forces de la police. «Là où le gouvernement pourrait attendre que Human Rights Watch publie des photos des policiers de l'Opération Likofi tirant sur les Kulunas, c'est plutôt des cadavres ramassés, on ne sait dans quelles circonstances et quels lieux, qui sont présentés comme étant ceux des victimes de l'opération. Le photomontage, une technique bien connue et utilisée par la plupart de labos politiques, a été utilisé pour créditer la thèse pas convaincante des assassinats de masse», a-t-il jugé.

Richard Muyej a aussi fustigé les méthodes de l'ONG américaine qu'il a assimilées à de l'espionnage dans le milieu policier, accusant au passage «certains gouvernements – qu'il n'a pas cités – de mener des activités subversives sur le territoire congolais dont les rapports ont fait le lit à celui de Human Rights Watch». (Radio Okapi)

Kamina: 8 zones de santé manquent de médicaments contre les maladies tropicales. Huit zones de santé de la coordination du Programme national de lutte contre l'onchocercose (PNLO) dans le Nord Katanga se plaignent de ne plus recevoir, depuis plusieurs mois, des médicaments contre les maladies tropicales négligées, notamment la filariose et la cystotomie.

Nord-Kivu : un convoi de la Monusco attaqué à Beni. Des hommes armés ont attaqué, mercredi 19 novembre dans la soirée, une patrouille des policiers indiens de la Monusco basée à Beni. Le convoi onusien est tombé dans une embuscade sur le tronçon Beni-Mavivi, au niveau du village de Ngadi, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Il a essuyé des tirs à l'arme lourde et légère. C'est vers 19 heures locales que la patrouille des policiers indiens de la Monusco, venant de Beni à destination de Mavivi, a été attaquée. Des sources de la Monusco ont indiqué que les assaillants postés de tous les côtés du convoi de la patrouille ont tiré pendant une trentaine de minutes, plusieurs rafales sur les véhicules. Aucun mort n'a été enregistré. Pas de blessé non plus, ajoutent les mêmes sources. Toutefois, les pneus, les pare-brises, les carrosseries de deux véhicules du convoi ont été endommagées par des coups de balles. Les assaillants ont pris la fuite après la riposte des éléments de la patrouille de la Monusco et des renforts qui ont été envoyés. (Radio Okapi)

Nouvelle campagne de la plate-forme «Sauvons la RDC» contre la révision constitutionnelle. La plate-forme de l'opposition «Sauvons la RDC» a lancé une nouvelle campagne pour empêcher toute initiative tendant à maintenir le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila au pouvoir au delà de 2016. Le coordonnateur de cette structure, Martin Fayulu Madidi, distribue, depuis quelques jours à Kinshasa et à l'intérieur du pays, un message estampillé : «Peuple congolais, l'heure a sonné, réveille-toi».

Beni: environ 10 acteurs locaux interpellés par l'ANR. Au moins dix opérateurs économiques et notables de la ville et territoire de Beni au Nord-Kivu sont interpellés depuis mercredi 19 novembre par l'Agence nationale des renseignements (ANR) de la ville de Beni au Nord-Kivu. Parmi eux, figure la présidente de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) de Beni, Gertrude Vihumbira. Le motif n'est pas connu officiellement. Ces arrestations en cascade, interprétées comme une chasse à l'homme par plusieurs acteurs locaux, créent une situation de panique dans la ville. Les autorités urbaines se gardent de tout commentaire sur la question.

Kinshasa: la police présente 20 présumés bandits. La police nationale congolaise (PNC) a présenté jeudi 20 novembre au terrain Mokali Siwambaza dans la commune de Kimbanseke cinq groupes de délinquants arrêtés ces derniers jours à Kinshasa. Il s'agit d'un total de vingt jeunes, dont une femme, des policiers et militaires accusés de divers crimes dans la ville.

Uvira: les enseignants et les élèves sensibilisés sur le danger de manipuler des engins explosifs. L'ONG Développement intégration par la conservation communautaire (ADIC) a sensibilisé, mercredi 19 novembre, les enseignants et les élèves de l'École primaire Iyuma, dans la cité d'Uvira (Sud-Kivu), sur les risques de manipuler les engins explosifs. Le formateur de l'ADIC ASBL, Sosthène Wilungula Mutiki, parle de la nécessité de cette formation. Il cite notamment le cas d'accident enregistré la semaine dernière à l'École primaire Iyuma, où un élève a fait exploser un engin qu'il détenait dans sa mallette.

Vendredi 21 novembre.

L'Assemblée nationale adopte le budget 2015 à hauteur de 9 milliards USD. Le budget de l'État exercice 2015 a été adopté jeudi 20 novembre à l'Assemblée nationale. Il est chiffré à 8 422,1 milliards de francs congolais soit environ 9 milliards 120 millions de dollars américains. Les députés ont légèrement modifié à la hausse le projet initial du gouvernement en y ajoutant 58,9 milliards de francs congolais (environ 63 millions de dollars). D'après la commission économique et financière (Ecofin), cette augmentation se justifie entre autre par le souci de mettre en œuvre les recommandations des concertations nationales, relatives notamment à la création d'emplois et à l'amélioration de l'accès à l'eau potable ainsi qu'à l'électricité. D'après la commission Ecofin, le budget de l'État répond notamment aux engagements que le pays a pris dans le cadre de l'accord-cadre d'Addis-Abeba. Il s'agit notamment de ceux relatifs à la réforme sécuritaire, à la consolidation de l'autorité de l'État et à la décentralisation du pouvoir. Ce même budget devra également accélérer la mise en place du projet du gouvernement, portant sur la consolidation de la stabilité macro économique. Mais pour certains députés nationaux, malgré cette augmentation, le budget reste

irréaliste. Car il ne répond pas aux besoins principaux et urgents de la population, a affirmé le député de l'opposition Franck Diongo. Le budget voté sera envoyé au Sénat pour une seconde lecture. (Radio Okapi)

Kolwezi: 150 réfugiés angolais rapatriés. Environ 150 réfugiés angolais vivant à Kolwezi (Katanga) ont été rapatriés, jeudi 20 novembre, dans leur pays d'origine au terme d'une opération organisée par la tripartite Commission nationale pour les réfugiés (CNR), le Haut-commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) et le consulat d'Angola.

Kinshasa: la population appelée à ne pas jeter les immondices dans les caniveaux. Le directeur général de l'Office de la voirie et drainage (OVD), Benjamin Wenga Basubi, exhorte la population de Kinshasa à ne pas jeter les immondices dans les caniveaux. Les canalisations bouchées favorisent le délabrement et les inondations, a-t-il expliqué vendredi 21 novembre à Radio Okapi.

Maniema: plus de 700 enseignants réclament 2 mois d'arriérés de salaire à Pangni. Plus de 700 enseignants du territoire de Pangni réclament leurs salaires des mois d'octobre et novembre 2014. Ils ont exprimé leur indignation, mercredi 19 novembre, au cours d'une assemblée générale organisée par le Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) à Kalima (Maniema). Ils menacent déjà d'aller en grève.

Isangi : les responsables d'écoles interdits de chasser les élèves pour insolvabilité. Les responsables d'écoles sont interdits d'exclure les élèves pour le retard ou le non paiement de la prime des enseignants. Cette mesure concerne tous les établissements scolaires de la sous-division provinciale de l'Enseignement Primaire, secondaire et professionnel (EPSP) d'Isangi II en Province Orientale, a annoncé mercredi 19 novembre, le chef de ce secteur, Jean Baptiste Ramazani.

Sud-Kivu: 1 500 sinistrés de Kalehe sollicitent un site approprié. Environ 1 500 sinistrés de Kalehe demandent au gouvernement provincial du Sud-Kivu de leur trouver un site approprié, trois semaines après que les pluies diluviennes ont démolit leurs maisons et saccagé leurs champs. Ils ont lancé cet appel vendredi 21 novembre.

Sud-Kivu : les FARDC accusées d'être à la base de la déforestation à Baraka. La société civile de Baraka dans le Sud-Kivu accuse certains militaires du 1004e régiment des Forces armées de la RDC (FARDC) basé dans ce territoire d'être à la base de la déforestation. Lors d'un point de presse organisé jeudi 20 novembre, le président de cette structure, Kalima Kely, a affirmé que les forêts de cette contrée sont menacées par la fabrication des braises. Kalima Kely a appelé les autorités politiques et administratives du territoire de Fizi à la protection de l'environnement dans ce territoire. Pour sa part, le commandant militaire du 1004e régiment des FARDC affirme qu'il n'y a pas que des militaires qui se livrent à la déforestation, accusant également les civils. Il a par ailleurs invité le service de l'environnement à bien faire son travail de protection de l'environnement.

Ituri : les étudiants de l'université de Bunia dénoncent la disparition de leur camarade. Les cours ont été perturbés le matin du vendredi 21 novembre à l'Université de Bunia, en Ituri (Province Orientale). Les étudiants manifestaient pour dénoncer la disparition depuis deux jours de leur camarade, Yvonne Bamanyisa. Ils ont brûlé des pneus devant leur institution, située sur la principale artère de la ville, perturbant ainsi la circulation sur le boulevard de Libération et entraînant la fermeture de plusieurs commerces à proximité.

Lusambo : des membres de la société civile interpellé pour «faux et usage de faux». Le président ainsi que deux membres de la société civile de Lusambo ont été interpellés il y a une semaine. Le parquet de Lusambo les poursuit pour «faux et usage de faux» pour avoir initié une pétition accusant le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Lusambo d'avoir détourné 38 000 dollars américains destinés à la réhabilitation de cette structure. Ils ont été arrêtés suite à une plainte collective du commissaire de district, du médecin directeur de l'hôpital de Lusambo et du conservateur des titres immobiliers de ce territoire à 262 km de Mbuji-Mayi, dans le Kasai-Oriental.

Kinshasa : l'ASF lance un projet pour l'organisation du planning familial en RDC. L'Association santé familiale (ASF) a présenté vendredi 21 novembre à Kinshasa le projet «Support International pour l'organisation du planning familial» (Sifpo) en RDC, en collaboration avec le secrétariat général au ministère de la Santé publique et l'appui financier de l'agence américaine de développement USAID. Selon, Albert Chikuru, directeur de la santé reproductive à l'ASF et coordonnateur de ce projet, il s'agit d'un projet de marketing social visant à contribuer d'une manière efficace à la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant.

Opération Likofi : «l'essentiel est de sécuriser la population», selon le général Kanyama. Visé dans le rapport de l'ONG américaine Human Right Watch à propos de violations de droits de l'homme qui auraient entachées l'opération contre la criminalité urbaine dénommée Likofi, le chef de la police à Kinshasa, le général Célestin Kanyama, dit ne pas avoir besoin de «se lancer dans une distraction». Refusant de s'étendre sur le sujet, le commissaire provincial de la police à Kinshasa a expliqué que l'essentiel, pour lui, c'est de sécuriser la population kinoise. «A ce stade, il n'y a pas de commentaires. Le message de son excellence [le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej] était clair.», a-t-il affirmé. Le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muyej, avait qualifié le rapport de Human Rights Watch de «chantage éhonté et d'humiliation contre le gouvernement de la République et le peuple congolais». (Radio Okapi)

RDC: à Kalemie, on transforme le sel en chlore pour combattre le choléra. Dans la pénombre du siège de l'association Maman Uzima, Emerance Twandwe pèse minutieusement du sel jusqu'à atteindre 1.250 grammes. Bientôt les cristaux seront transformés en chlore pour lutter contre le choléra. Cette mère de famille de 36 ans a été formée à la fabrication de chlore en 2006 avant de cofonder sa petite unité de production artisanale dans cette localité verdoyante et vallonnée de pêcheurs et d'agriculteurs dans une zone reculée du Nord-Est de la province du Katanga, sur les bords du lac Tanganyika. Après avoir dissous le sel dans de grandes cuves d'eau, l'équipe de Maman Uzima ("La Vie" en swahili) utilise un lot d'équipements destiné à l'électrolyse fourni par l'ONG française Solidarités International: l'eau frémit, libérant de petites bulles blanches. Quatre heures plus tard, l'eau salée est devenue une solution de chlore. L'initiative a commencé en 2008 après une flambée de choléra à Kalemie. Le lac Tanganyika constitue un réservoir pour la bactérie à l'origine du choléra, ainsi que la seule source d'eau pour la plupart des quelque 400.000 habitants de la ville, le réseau d'adduction d'eau étant quasiment inexistant. (Le Point)

Samedi 22 novembre

Beni: les ADF accusés d'une cinquantaine de meurtres à l'arme blanche. Les ADF sont accusés d'avoir perpétrés un nouveau massacre à Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Ces rebelles ougandais auraient tué, jeudi 20 novembre, une cinquantaine de personnes à l'arme blanche dans les villages de Tepoimba et Vemba, à 10 km de Mavivi, en groupement de Batangi-Mbau. Selon des notables de Beni, ces tueries ont réveillé la psychose au sein de la population déjà durement touchée par de précédents massacres. Entre-temps, une commission parlementaire demande la mise sur pied d'une commission d'enquête sur ces massacres. Plus de 100 civils sont massacrés en l'espace d'un mois dans ce territoire en proie aux rebelles ADF. (Radio Okapi)

Bukavu : des veuves des militaires réclament leurs rentes de survie. A Bukavu (Sud-Kivu), les veuves des militaires réclament les soldes de leurs défunts maris, décédés au front. Elles ont lancé leurs cris d'alarme, vendredi 21 novembre, dans un entretien accordé à radio Okapi.

Katanga: la Radio Télé Lubumbashi Jua interdite de diffusion. La Radio Télévision Lubumbashi Jua (RTLJ), émettant à Lubumbashi (Katanga), est réduite au silence au terme d'un arrêté signé, jeudi 20 novembre, par le directeur de cabinet du ministre des Médias. Il reproche à cette entreprise audiovisuelle, appartenant à Jean-Claude Muyambo, d'«incitation à la haine et à l'insurrection». Les responsables de la RRLJ qualifient cette décision de «politique».

Lubumbashi: des groupes de jeunes créent l'insécurité dans la ville. Le député national Coco Mulongo accuse des groupes de jeunes de créer, depuis quelques jours, l'insécurité dans la ville de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Cet élu de Lubumbashi a fait ces accusations, vendredi 21 novembre, dans une motion d'information devant l'Assemblée nationale, à Kinshasa Il pointe l'index accusateur vers ceux qui entretiennent ces "jeunes délinquants" pour semer la panique et la psychose dans le chef-lieu du Katanga. L'élu de Lubumbashi regrette que ceux qui entretiendraient ces groupes de jeunes ne savent plus les payer et ils les laissent en liberté pour se faire payer en rançonnant la population. «Ils arrivent aux arrêts de bus, ils extorquent les biens de paisibles citoyens et ils les tabassent ceux qui tentent de résister à leur razzia. Comment voulez-vous que les jeunes gens tracassent les marchands au moment où la police est là», a poursuivi Coco Mulongo. Il appelle par ailleurs les autorités provinciales du Katanga à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à cette situation confuse. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: les Mai-Mai accusés d'ériger des barrières illégales à Ziralo. Les Mai-Mai Kiricho, Kifuafua et Raïa Mutomboki sont accusés de commettre de diverses exactions contre la population civile dans le groupement de Ziralo, situé au Nord-Ouest de Bukavu (Sud-Kivu). Le chef de groupement de Ziralo, Kizito Shabwira, a fait cette dénonciation, vendredi 21 novembre, au cours d'un entretien avec la presse locale.

Ituri : Cobra Matata s'est rendu aux FARDC à Beni. Le chef rebelle Banaloki alias Cobra Matata s'est rendu, vendredi 21 novembre dans la soirée, avec ses hommes et leurs dépendants, aux Forces armées de la RDC (FARDC), à Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale). La cérémonie de sa reddition s'est déroulée en présence du gouverneur de la province, Jean Bamanisa Saïdi, qui a affirmé que les hommes de Cobra Matata et leurs dépendants sont attendus dans un camp de transit préparé à cet effet.

Ituri: échauffourées entre la population et la police, 1 mort à Dibwa. Un élève a été abattu et deux chefs coutumiers grièvement blessés au cours des accrochages survenus, vendredi 21 novembre, entre la population et la police dans la localité de Dibwa, en territoire d'Aru dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Selon la société civile locale, tout est parti lorsque les policiers voulaient arracher de force un voleur appréhendé par les habitants qui venaient de tuer un autre bandit la veille.

RDC: les chrétiens catholiques de Buta exigent le départ de leur évêque. Plus de trois cents chrétiens catholiques de l'église Saint Kiwanuka ont organisé samedi 22 novembre matin une marche pacifique dans la cité de Buta, territoire situé à 324 Km au nord de Kisangani, pour réclamer le départ de Monseigneur Joseph Banga Bane, évêque du diocèse de Buta. Dans leur memorandum adressé au nonce apostolique en RDC et remis au commissaire de district du Bas-Uélé, les chrétiens chargent leur prélat de plusieurs griefs notamment le détournement des dons en argent destinés aux projets d'ordre social et spirituel. «Nous demandons au Saint siège de faire en sorte que l'évêque Banga restitue l'argent que lui réclame la paroisse Saint Kiwanuka, pour la réalisation des œuvres programmées pour l'accroissement du bien spirituel et social des paroissiens», a déclaré Patrick Awata, porte-parole des chrétiens de Saint Kiwanuka, sans autres précisions sur la hauteur du montant concerné. Les manifestants exigent également que leur évêque restitue «les fonds destinés à la réalisation des projets dans d'autres paroisses du diocèse et dont parlent les prêtres du diocèse dans leur document du 7 avril 2014.» Patrick Awata, lisant les recommandations formulées par les manifestants, exige que Mgr Banga soit mis à l'écart de la gestion de ce diocèse. (Radio Okapi)

Dimanche 23 novembre.

Katanga: les FARDC accusées de tracasseries à Malemba Nkulu. Les militaires venus pour traquer les Mai-Mai dans le territoire de Malemba Nkulu au Katanga commettent beaucoup d'abus graves sur la population locale. La société civile locale, qui a livré samedi 22 novembre cette information à Radio Okapi, a indiqué que les FARDC brûlent les cases et imposent des travaux forcés aux malades de cette région.

Equateur : difficultés d'approvisionnement des produits alimentaires à Zongo depuis un mois. La ville de Zongo dans l'extrême nord de la province de l'Equateur n'est pas approvisionnée depuis un mois, a affirmé samedi 22 novembre le maire de cette agglomération, Michel Siazou. Selon lui, la route nationale Zongo-Gemena, principale voie d'approvisionnement en denrées alimentaires, reste coupée à plusieurs endroits par les inondations.

Massacres de Beni : « une situation inadmissible », selon le vice-gouverneur du Nord-Kivu. Dans un message samedi 22 novembre, le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa, a condamné le massacre jeudi dernier de la population civile par des présumés rebelles ougandais de l'ADF dans le secteur de Masulu-Kwede, non loin de Mavivi à Beni. Il qualifie cet acte « d'inadmissible et ne pourra pas rester impuni ». « Au moment où nous ressentions encore la profonde douleur des tueries d'Eringeti, de Mayi Moya, d'Oïcha, de Ngadi, de Munzambayi... Voici un nouveau carnage qui vient alourdir le bilan des personnes tuées dans l'espace d'un mois et demi, passant de 100 à plus de 200 personnes massacrées. Cette situation est inadmissible, et ces actes ne pourront pas rester impunis », a affirmé Feller Lutahichirwa. Les rebelles de l'ADF auraient tué, jeudi 20 novembre, une cinquantaine de personnes à l'arme blanche dans les villages de Tepoimba et Vemba, à 10 km de Mavivi, en groupement de Batangi-Mbau. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : un militaire condamné à 14 ans de prison pour viol sur mineure. Le Tribunal militaire de garnison de Bukavu (Sud-Kiv) a condamné vendredi 21 novembre le sergent-major du 10012ème bataillon à 14 ans de servitude pénale principale pour viol sur une mineure. L'acte avait été commis en février dernier dans le territoire de Walungu.

Sud-Kivu : le paratonnerre mélangé de sel combat la foudre, selon un expert. Les habitants des territoires de Kalehe et Masisi au Sud-Kivu sont invités à recourir au paratonnerre local, constitué d'un mélange de braise, sel et de la chaux pour se protéger contre la foudre. L'expert chimiste-physicien, Pascal Kanyenche Simweray, a fait cet appel vendredi 21 novembre au cours d'un échange avec la

presse locale. Selon lui, les habitants doivent avoir la culture de porter des chaussures en plastique à chaque tombée des pluies et chercher des plantes à latex. « Si vous êtes dans le champ magnétique, vous serez foudroyés. Par mesure de prudence, chacun doit recourir aux plantes latex dans sa parcelle. Vous avec un fil conducteur, vous creusez et vous prenez la poussière de la braise, la chaux et une barre de fer que vous soulèverez dans votre maison [pour combattre la foudre] », a expliqué Pascal Kanyenche. (Radio Okapi)

Maniema : le gouverneur présente le rapport d'exécution du 1er semestre du budget 2014. Le gouverneur du Maniema, Pascal Tutu Salumu, a présenté samedi 23 novembre à l'Assemblée provinciale le rapport d'exécution du budget 2014 pour le premier semestre. Selon lui, cette exécution est de 37%, suite notamment à des contraintes dues à la modicité des ressources. Le gouverneur a ainsi sollicité l'indulgence et la patience de la population pour des attentes non encore satisfaites, assurant néanmoins que, malgré les difficultés, plusieurs réalisations ont été obtenues dans différents secteurs.

Province Orientale : le Sacré cœur de l'enfant Jésus célèbre ses martyrs. La congrégation des prêtres du sacré cœur de l'enfant Jésus à Kisangani, Province Orientale, célèbre depuis vendredi 21 novembre un double cinquantenaire : celui de l'érection canonique de la RDC comme province ecclésiastique et le cinquantenaire du martyr de ses missionnaires tués lors de la rébellion de 1964. Ce double cinquantenaire est marqué par plusieurs activités, dont des soirées intellectuelles et culturelles ainsi que l'exposition de leurs réalisations sociales, notamment les écoles, hôpitaux et centres de rééducation construits à travers la RDC. Le père Zenon Sendeke, supérieur provincial de cette congrégation en RDC, explique que d'autres projets sont en cours dans le domaine de l'éducation, mais aussi de la maintenance des œuvres sociales déjà réalisées. Cette célébration a été marquée dimanche 23 novembre par une messe solennelle dite à la paroisse Sainte Marthe de Kisangani et ayant connu la participation des prêtres venus de l'Afrique, de l'Europe et de l'Amérique. (Radio Okapi)

«Les larmes de Stanleyville» commémorent les 50 ans de la rébellion Simba à Kisangani. Le documentaire intitulé «Les larmes de Stanleyville» a été projeté samedi 22 novembre dans la salle Voltaire de l'Alliance française à Kisangani, en Province Orientale. Ce film, réalisé par le journaliste de Radio Okapi Aliana Alipanagama, relate les atrocités commises par les rebelles Simba de l'Armée de Libération du Congo, menée par Christophe Gbenye à Kisangani, alors Stanleyville, du 5 août au 24 novembre 1964. Il s'inscrit dans le cadre de la commémoration des cinquante ans de la rébellion Simba. Le documentaire d'une heure décrit les comportements des Simba à l'endroit de la population et des étrangers habitants la ville, plus particulièrement les fonctionnaires de l'Etat appelés «Evolués», les Belges et les Américains. Durant 120 jours, l'Armée Populaire du Congo a commis des atrocités sans précédent, dont des tueries sur la Place Lumumba, aujourd'hui appelé « Place des Martyrs», ainsi que des emprisonnements et des traitements dégradants et inhumains. Les rebelles ont aussi commis des dégâts matériels importants dans la ville. Aliana Alipanagama a illustré tous ses actes par des témoignages, des images, des photos et des commentaires. Plus d'un millier d'étrangers et au moins 300 Congolais ont trouvés la mort pendant cette période. Le 24 novembre 1964, les parachutistes belges et la cinquième Brigade mécanisée de l'Armée Nationale Congolaise (ANC) avaient mis fin à ce mouvement insurrectionnel de Christophe Gbeye. (Radio Okapi)

Lundi 24 novembre.

Dernier massacre à Beni : plus de 100 morts, selon le vice-gouverneur. Plus de 100 civils auraient été tués par des prétendus rebelles ougandais des ADF au cours d'un massacre à l'arme blanche perpétré à Beni, dans le Nord-Kivu. Alors qu'officiellement, les autorités n'ont pas donné de bilan officiel, le vice-gouverneur de la province, Feller Lutahichirwa, a regretté dimanche 23 novembre ce massacre qui, selon lui, vient alourdir le bilan des précédentes tueries en «passant de 100 à plus de 200 personnes massacrées». Selon ces propos, l'attaque aurait donc fait plus d'une centaine de morts.

Katanga : 30% des déplacés de la province sont à Pweto. Le nombre de réfugiés accueillis à Pweto atteint 178 000, soit 30% des déplacés de toute la province du Katanga. L'administrateur de ce territoire a évoqué cette situation qu'il juge préoccupante dimanche 23 novembre au cours d'une réunion avec des responsables d'agences humanitaires et des bailleurs de fonds conduits par le coordonnateur général des affaires humanitaires, Moustapha Soumare. Célestin Ngombe a plaidé pour une augmentation de l'enveloppe mise à la disposition des humanitaires à Pweto.

RDC: Vale Manga annonce les réformes pour améliorer la circulation routière. Le président de la Commission nationale de prévention routière (CNPR), Vale Manga a, depuis quelques jours, annoncé trois grandes réformes du gouvernement pour améliorer la circulation routière en RDC. Selon lui, le

gouvernement va bientôt adopter un nouveau code routier, créer un Comité national de sécurité routière et mettre en place l'Autorité nationale de prévention et sécurité routière.

Lubumbashi : 2 morts lors des incidents du match Lupopo-Sanga Balende (officiel). Les autorités de la ville de Lubumbashi ont annoncé lundi 24 novembre que les incidents qui ont émaillé, la veille, la fin du match de la 6e journée du championnat national de football entre Lupopo et Sanga Balende (0-1) ont fait deux morts et plusieurs blessés. Les supporters de deux clubs se sont jetés des projectiles dans les gradins avant que la police n'intervienne à coups de gaz lacrymogènes.

Sud-Kivu: recrudescence d'insécurité à Bukavu. Le corps d'un homme d'une soixantaine d'années a été ramassé dimanche 23 novembre dans la commune de Bagira à Bukavu. La veille, ce sont trois sentinelles qui ont été assassinées dans le groupement de Bughore, à une vingtaine de kilomètres de cette ville du Sud-Kivu. En plus de ces meurtres, des cas d'enlèvements sont signalés çà et là dans la ville. La Police demande à la population de redoubler de vigilance.

Tueries de Beni: 60 corps déjà inhumés à Tependi. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont inhumé, le week-end dernier, au moins 60 corps sur une centaine de civils massacrés, jeudi dernier, par les présumés rebelles ougandais des ADF, à Tependi, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Ce qui porterait à près de 70, le nombre de corps déjà enterrés, après les 9 cadavres retrouvés vendredi dans la localité de Masulukuede.

Mbuji-Mayi: les motards s'opposent au paiement de la patente. Réunis au sein de l'UDEFAPOKOR, les conducteurs de taxis-motos de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) s'opposent, depuis quelques jours, au paiement de la patente, exigée par la Direction provinciale des recettes (DPR) à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Ils jugent exorbitante cette taxe provinciale, fixée à 35 000 francs congolais (37, 86 dollars américains).

Gemena: les prix des produits manufacturés augmentent. Les prix des produits manufacturés ont pris de l'ascenseur depuis deux semaines dans la ville de Gemena, à 400 km au Nord de Mbandaka (Equateur) à la suite de la dégradation de la route Akula-Gemena. Une situation qui ne facilite pas l'acheminement des produits. Un litre d'essence est passé de 1800 francs congolais à 2500 francs congolais, un sac de farine de froment se négocie à 53 000 francs congolais au lieu de 46 000 francs congolais comme d'habitude.

Tueries de Beni : le gouvernement déterminé à anéantir « les égorgeurs des femmes et enfants ». Le gouvernement de la RDC se dit déterminé à anéantir « par tous les moyens les égorgeurs des femmes et d'enfants dans le territoire de Beni ». Le ministre des Médias, Lambert Mende l'a affirmé lundi 24 novembre au cours d'un point de presse organisé à Kinshasa.

Il est épinglé au sujet de la RDC. Le groupe minier Forrest International appartient à l'homme d'affaires belge George Forrest. L'organisation de défense des droits humains Amnesty International a accusé lundi un groupe minier belge de s'être rendu complice de centaines d'expulsions forcées dans le sud-est de la RDC. Le Groupe Forrest International minier appartient à l'homme d'affaires belge George Forrest. L'ONG affirme disposer de preuves accablantes et irréfutables dont des photos satellitaires. Selon Amnesty International, des "centaines" d'expulsions se sont déroulées du 24 au 25 novembre 2009. L'organisation basée à Londres indique que des bulldozers d'une filiale du Groupe Forrest International ont rasé plusieurs centaines d'habitations qui appartenaient à des exploitants artisanaux à Kawama, près de Lubumbashi. La filiale, Malta David Forrest, accuse Amnesty International d'acharnement et réfute les accusations. (BBC)

Port de Matadi : le délai de dédouanement sera bientôt réduit à 15 jours. Le commissariat provincial au Plan compte réduire le délai du dédouanement des marchandises au port international de Matadi (Bas-Congo). «De 63 jours aujourd'hui, nous voulons ramener dans 100 jours le délai de dédouanement à 15 jours maximum. Au cours de l'année 2015, le délai de dédouanement doit être réduit de 7 jours », a promis Simon Kiamputu. Simon Mboso Kiamputu a indiqué que cette action vise à améliorer le climat des affaires. « Quand on réduit le temps, on réduit aussi le coût. Les axes sur lesquels nous travaillons concernent essentiellement l'amélioration du climat des affaires », a-t-il poursuivi. Le commissaire provincial a aussi souhaité que le guichet unique soit installé à Matadi. Cela permettra de créer une entreprise en trois jours, a-t-il ajouté. Pour y parvenir, son institution compte appuyer la Direction générale de douane et accises (DGDA), la Société congolaise de ports et transport (SCPT), l'Office congolais de contrôle (OCC) et tous les services habilités à fonctionner au port. Le port de Matadi est réputé être le plus cher au monde. Des opérateurs économiques y dénoncent la multiplicité des taxes illégales. (Radio Okapi)

Mardi 25 novembre.

Lambert Mende : «La destination de Cobra Matata est le programme DDR». «La destination de Banaloki alias Cobra Matata est le programme DDR [Démobilisation, désarmement et réinsertion]», a affirmé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, au cours d'un point de presse qu'il a organisé lundi 24 novembre à Kinshasa. Après sa reddition, le chef de la milice de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Cobra Matata, a demandé à réintégrer les Forces armées de la RDC.

Katanga : l'incendie de l'entrepôt de la DGDA à Kasumbalesa fait 4 blessés graves. Quatre personnes ont été grièvement blessées lors d'un incendie qui s'est produit lundi 24 novembre dans l'entrepôt de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) à Kasumbalesa (Katanga). Le chef de cité qui a livré cette information affirme que c'est la collision entre deux véhicules citernes dans l'entrepôt qui est à la base de l'accident.

Equateur: le projet de budget 2015 déposé à l'Assemblée provinciale. Le projet de budget de l'Équateur exercice 2015 a été déposé, lundi 24 novembre, à l'Assemblée provinciale, à Mbandaka, chef-lieu de la province. Il se chiffre à 187 milliards de francs congolais, soit un peu plus de 200 millions de dollars américains. Ce budget est inférieur à celui de l'exercice 2014 qui s'élevait à 273 milliards de francs congolais (près de 300 millions de dollars américains).

Tueries de Beni : 34 hommes armés arrêtés à Mbau. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont arrêté, lundi 24 novembre, environ 34 hommes armés et 10 civils, au cours des opérations de ratissage entamées lancées pour dénicher les auteurs des massacres perpétrés dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). L'armée a récupéré 24 armes de guerre dans cette contrée en proie aux rebelles ougandais des ADF. Près de 200 civils ont été tués entre octobre et novembre derniers notamment dans les localités de Mbau, Kamango, Kasindi et tout le long du Semliki, dans le territoire de Beni, selon des sources gouvernementales. L'opération militaire de ratissage vise à identifier les présumés auteurs de ces massacres des populations civiles afin de les déférer devant la justice. Les FARDC opèrent de fouilles dans les localités où des témoins ont signalé la présence ou le passage des présumés rebelles ougandais des ADF. (Radio Okapi)

Bukavu: plus de 10 morts après l'écroulement du mur d'un camp militaire. Un mur du camp militaire TP s'est écroulé ce mardi 25 novembre sur l'avenue industrielle à Kadutu dans la ville de Bukavu. Dix corps déjà ont été retirés des décombres, selon un bilan encore provisoire avancé par des témoins.

Katanga: Amnesty International accuse Malta Forrest de complicité de démolitions illégales. Amnesty International accuse le Groupe Forrest International de complicité des «démolitions illégales» des habitations de la population de Kawama, près de la mine de Luiswishi au Katanga en novembre 2009. Dans un nouveau rapport publié lundi 24 novembre, l'ONG britannique appelle la compagnie minière belge à indemniser les victimes de ces démolitions et expulsions forcées. La société incriminée décline sa responsabilité dans ces démolitions opérées par la police congolaise. Amnesty International affirme disposer maintenant des preuves irréfutables de l'implication du Groupe Forrest International dans ces démolitions, contrairement à ce qu'a laissé entendre, selon lui, cette société depuis des années. **Responsabilités.** D'après l'ONG, ses éléments de preuves proviennent d'images satellitaires. Des vidéos tournées ce jour-là montrent des maisons permanentes en brique, appartenant à des creuseurs artisanaux, en train d'être démolies et des agents de police armés chasser des villageois, y compris des enfants, hors de chez eux. Ces éléments d'information ont été corroborés, poursuit la même source, par les témoignages recueillis par les chercheurs de l'ONG auprès d'habitants de trois quartiers concernés. Cette ONG rapporte que le Groupe Forrest international a affirmé qu'il n'avait pas participé aux démolitions et aux expulsions. Selon une dépêche de l'AFP, le directeur général du groupe Forrest International accuse Amnesty International d'"acharnement", affirmant que son groupe n'a "aucune responsabilité directe ou indirecte" dans cette opération qui était menée «unilatéralement par la police et les autorités congolaises.» Toutefois, fait remarquer le rapport, les conducteurs des bulldozers de l'Entreprise générale Malta Forest (EGMF), filiale du Groupe Forrest International, ont été entendus par le procureur. Ils ont déclaré sous serment que leurs supérieurs leur avaient donné l'ordre de se rendre à Kawama et de se conformer aux instructions de la police, souligne le rapport d'Amnesty qui accuse Malta Forest. Avec toutes ces preuves, Amnesty International appelle les autorités congolaises et le Groupe Forrest International à indemniser la population de Kawama pour les préjudices subis. A ce sujet, le Groupe se dit non concerné. «Cette affaire a été étouffée par les autorités congolaises. L'état a failli à ses obligations envers son peuple, en ne traduisant personne en justice à la suite de ces expulsions forcées et en ne veillant pas à ce que des indemnisations soient versées», dénonce le communiqué de l'ONG Amnesty International. (Radio Okapi)

Kasaï-Occidental : l'assemblée provinciale vote la déchéance du ministre de la Santé. L'Assemblée provinciale du Kasaï-Occidental a démis de ses fonctions, mardi 25 novembre, le ministre provincial de la Santé, Nicolas Kanyonga. Il est accusé d'avoir détourné plus de deux cents mille dollars américains destinés aux structures médicales et avoir déclassé une vingtaine de véhicules.

Katanga : le bilan de l'incendie de l'entrepôt de la DGDA s'alourdit. Le vice-gouverneur du Katanga, Guilbert Yav Tshibal, a annoncé mardi 25 novembre que deux personnes sont mortes dans l'incendie de l'entrepôt de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) qui s'est déclaré la veille à Kasumbalesa, un poste frontalier entre la RDC et la Zambie. Selon lui, neuf autres personnes ont été blessées et quarante-huit camions ont été complètement calcinés. Le chef de la cité avait donné lundi dernier le bilan de quatre personnes grièvement blessées.

RDC: le HCR en campagne contre les mariages précoces à Uvira. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a lancé une campagne annuelle appelée communément "16 jours d'action contre la violence sexuelle et de genre", mardi 25 novembre, à son centre de transit de Kavimvira (Sud-Kivu). Elle consiste à sensibiliser les communautés d'Uvira contre le mariage des enfants. Le HCR estime que 15 millions de filles de moins de 18 ans sont mariées chaque année.

Nord-Kivu : le couvre-feu instauré à Beni. Le Gouvernement provincial du Nord-Kivu a instauré le couvre-feu sur l'ensemble du territoire de Beni. Selon cette mesure prise lundi 24 novembre à l'issue du Conseil extraordinaire qui s'est tenu la veille à Goma, aucune circulation n'est autorisée de 18 heures à 6 heures du matin. C'est pour faire face à l'insécurité dans ce territoire que cette décision a été prise.

L'Espagne et l'Union européenne rendent hommage à Caddy Adzuba. L'ambassadeur d'Espagne en RDC et son collègue de l'Union européenne ont rendu hommage à Caddy Adzuba, lauréate du prix Prince des Asturies de la Concorde édition 2014. Lors d'une conférence-débat organisée mardi à Kinshasa, les deux diplomates ont salué « la personnalité forte et courageuse de la journaliste de Radio Okapi à Bukavu. « Je suis vraiment ému par le travail qu'ils font [Caddy et ses amis de l'Association des femmes des médias du Sud-Kivu]. C'est un travail très exemplaire et il faut être très forte pour le faire », a affirmé le diplomate espagnol, Javier Hergueta Garnicia. Il a promis d'apporter à Caddy Adzuba « tout le soutien qu'il faut ». Plusieurs autres diplomates européens et la représentante spéciale du chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles ont assisté à cette conférence. Journaliste-reporter de Radio Okapi, Caddy Adzuba a reçu, vendredi 24 octobre, le prix "Prince des Asturies de la Concorde", dans la catégorie « violence faite aux femmes », en Espagne. Les Prix Prince des Asturies sont au nombre de huit : Communication et Humanités, Sciences Sociales, Arts, Lettres, Recherche Scientifique et Technique, Coopération Internationale, Concorde et Sports. Ils sont, dans leur ensemble, voués à distinguer le travail scientifique, technique, culturel, social et humain mené à l'échelle internationale par des personnes, des équipes de travail, ou des institutions. (Radio Okapi)

Mercredi 26 novembre.

RDC: la Ceni ne pourra pas organiser les élections locales avant 2017, selon la Linelit. La Ligue nationale pour des élections libres et transparentes (Linelit) estime qu'il est impossible pour la Commission nationale électorale indépendante (Ceni) d'organiser les élections municipales, locales et urbaines avant 2017. Le président de cette structure, Jérôme Bonso, l'a affirmé mardi 25 novembre au cours d'une rencontre à Kinshasa entre les ONG de défense des droits de l'homme et le bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme. « Les douze exigences présentées par la Ceni à la représentation nationale n'ont pas été respectées, concernant par exemple le recensement, le financement ou la cartographie du groupement », a expliqué Jérôme Bonso. Il a indiqué que le financement du processus électoral n'a été respecté jusque là qu'à hauteur du 18%. « Quand la Ceni a demandé 320 millions de dollars [pour le cycle électoral 2013-2016], l'Assemblée nationale a voté 169 millions pour ne mettre à la disposition de la Ceni que 30 millions de dollars. Il y a un problème », a déploré Jérôme Bonso. Entre juin et octobre 2015, la Ceni a prévu d'organiser les élections des : conseillers des communes, des secteurs et des chefferies ; conseillers urbains, des bourgmestres et des chefs des secteurs ; maires et maires adjoints. D'après lui, tout le retard cumulé aura un impact sur l'organisation des élections en 2015. C'est pourquoi il préconise que la priorité soit maintenant accordée à l'organisation de l'élection présidentielle. « La Constitution exige que l'élection du président doit être organisée 90 jours avant la fin du mandat du président de la République en exercice. Son mandat prend fin le 19 décembre 2016, nous devons donc organiser les élections le 19 septembre 2016 pour que nous soyons dans l'esprit et la lettre de la Constitution », a poursuivi Jérôme Bonso. (Radio Okapi)

TNT: les télévisions congolaises invitées à améliorer la qualité de leurs programmes. Au cours d'un débat organisé à l'occasion du 10e anniversaire de Canal Congo Télévision (CCTV) mardi 25 novembre, des professionnels des médias se sont penchés sur le passage des télévisions congolaises de l'analogique au numérique. Le ministre congolais des Médias avait annoncé en 2010 la décision du gouvernement « de faire entrer le pays dans l'ère de la télévision numérique ». Pour les professionnels des médias, ce passage va nécessiter l'amélioration de la qualité des programmes proposés actuellement par les télévisions.

Kanyabayonga: 90 ex-combattants et dépendants FDLR en route vers Kisangani. Quatre-vingt-dix ex-combattants et dépendants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) cantonnés à Kanyabayonga depuis 4 mois ont quitté ce mercredi 26 novembre dans la matinée cette cité du Nord-Kivu pour Kisangani où ils seront regroupés dans un centre de transit. Ces ex-combattants refusaient jusqu'ici de se rendre à Kisangani, conditionnant tout transfert par une inspection préalable du site d'accueil de transit.

Sud-Kivu: les FARDC délogent les Raïa Mutomboki de 7 localités de Shabunda. Les militaires de 1010^e régiment ont délogé, depuis quelques jours, les Raïa Mutomboki de localités de Kaligila, Mintoko, Kamangu, Mumbani, Kabulungu et Tshonka, en territoire de Shabunda, à environ 350 km au Sud de Bukavu (Sud-Kivu). Cette zone était restée longtemps sous l'occupation des Raïa Mutomboki, a affirmé le colonel Jean-Jacques Disesa.

RDC : le dernier massacre à Beni a fait 58 morts (officiel). Le gouvernement provincial du Nord-Kivu indique que le dernier massacre perpétré dans le territoire de Beni jeudi 20 novembre a fait 58 morts, dont 49 hommes, 7 femmes et 2 enfants. Ces tueries ont été perpétrées par des présumés rebelles ougandais des ADF dans les localités de Musulukwedi, Vemba et Tepiomba. Le bilan définitif de ce massacre n'était pas encore connu.

Bukavu: Martin Kobler rend hommage au docteur Denis Mukwege. Le chef de la Monusco, Martin Kobler a visité, mercredi 26 novembre, l'hôpital de Panzi, à Bukavu (Sud-Kivu), où il a rendu hommage au docteur Denis Mukwege, lauréat du prix Sakharov. Le Parlement européen a récompensé ce gynécologue congolais pour son travail auprès des femmes victimes de viols et de violences sexuelles lors de conflits armés en RDC.

RDC : 236 cas de violations des droits de l'homme enregistrés en octobre (Onu). Deux cent trente-six cas de violations de droits à la vie, à l'intégrité physique et autre ont été commis entre le premier et le 31 octobre dernier en République démocratique du Congo (RDC). C'est ce qu'indique le rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) publié mercredi 25 novembre à Kinshasa. Selon ce document, le pays a connu une hausse assez significative des violations des droits de l'homme au cours de ce mois.

Les Etats-Unis préoccupés par les attaques contre des civils à Beni. Le Gouvernement américain se dit très préoccupé par de nombreuses attaques contre les civils à Beni au Nord-Kivu. Le directeur du bureau des Relations avec la presse au département d'Etat américain, Jeff Rathke, l'a déclaré mercredi 26 novembre.

Kinshasa : lancement du projet « Literacy boost » pour aider les enfants à lire. Les ONG internationales World vision et Save the children ont officiellement lancé le projet « Literacy boost ». Cette initiative lancée mercredi 26 novembre à Kinshasa vise à aider les enfants du niveau élémentaire de l'école primaire à acquérir les compétences requises dans la lecture. Ce projet qui s'exécute en collaboration avec le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) s'étendra jusqu'en 2017.

Kasaï-Occidental : réactions diverses après la destitution du ministre provincial de la santé. La destitution du ministre provincial de la santé au Kasaï-Occidental recueille des avis partagés. Certains députés estiment que la procédure de vote lors de la motion de déchéance n'a pas été respectée. D'autres, par contre, estiment qu'au-delà de cette destitution, il faudrait que la justice soit saisie afin que soient restitués les fonds détournés. Le ministre déchu, Nicolas Kanyonga, est accusé d'avoir détourné plus de 200 000 dollars américains destinés aux structures médicales et avoir déclassé une vingtaine de véhicules.

Ituri : plus de 4 tonnes de médicaments pour combattre la tuberculose. Quatre tonnes et demi de médicaments contre la tuberculose sont arrivées à Bunia, dans le district de l'Ituri (Province Orientale), mardi 25 novembre en provenance de Kinshasa. Le Médecin chef du Programme national

de lutte contre la tuberculose (PNLT) en Ituri, Dr Jean Marie M'papa, précise que ces médicaments sont destinés à 80 centres de dépistage et de traitement qui étaient en rupture en stock depuis un mois. Dr Jean Marie M'papa demande aux habitants de l'Ituri de se faire dépister après une toux qui persiste. Le traitement contre la tuberculose est gratuit. Ce stock fourni par le Fonds mondial est pour une durée de neuf mois. (Radio Okapi)

Jeudi 27 novembre.

RDC : des casques bleus ukrainiens interpellés à Goma avec des tenues de l'armée congolaise. L'information a fait le buzz mercredi sur les réseaux sociaux. Des soldats de la paix de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco), photographiés en compagnie d'un Congolais en treillis, étaient accusés de trafic des uniformes de l'armée congolaise. Le porte-parole militaire de la Monusco, le lieutenant-colonel Prosper Félix Basse nie toute implication de la Mission dans un quelconque trafic de ce genre. Il affirme cependant que l'officier ukrainien incriminé a reconnu avoir cherché à acheter six uniformes de la garde républicaine congolaise. L'officier ukrainien, principal accusé dans cette affaire, a dit aux enquêteurs qu'il voulait acheter ces uniformes pour les utiliser à la chasse à son retour dans son pays. Mais l'enquête déterminera si cette déclaration est exacte ou tronquée, a estimé le lieutenant-colonel Prosper Félix Basse. Le porte-parole militaire de la Monusco a souligné que la Mission onusienne « évolue en RDC dans un cadre tout à fait transparent et les casques bleus doivent avoir un comportement exempt de tout reproche » et que des mesures seront prises à l'issue de l'enquête en cours dans le cadre de la politique de tolérance zéro qui s'applique au personnel des Nations unies concernant certaines pratiques. (Radio Okapi)

Des miliciens FRPI refusent d'aller entamer leur reddition à Bunia. Des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) regroupés à Aveba, en Ituri, ont refusé mercredi 26 novembre de se rendre à Bunia en Province Orientale où ils sont attendus pour le processus de leur reddition. Un premier groupe d'une trentaine de miliciens, qui devait embarquer à bord de trois camions expédiés pour eux par le gouvernement, ne l'a pas fait sur ordre de certains officiers FRPI sur place. Ils manifesté leur refus à une délégation des autorités gouvernementales et de la Monusco, faisant ainsi monter la tension entre les deux parties.

RDC: près de 10 000 réfugiés angolais rapatriés en 3 mois. Près de 10 000 réfugiés angolais ont été rapatriés, entre septembre et novembre derniers, dans leur pays d'origine sur environ 38 000 recensés en RDC, soit une réalisation de 26%. Ces chiffres ont été livrés, mercredi 26 novembre, à l'issue de la clôture de la 8e réunion tripartite RDC-HCR-Angola, tenue à Kinshasa.

RDC: l'Onu condamne les tueries de Beni. Les membres du Conseil de sécurité de Nations unies condamnent, en des termes forts, les massacres contre les civils près de Beni dans l'Est de la RDC. Ils l'ont fait savoir dans un communiqué rendu public mercredi 26 novembre à New York. De leur côté, les Etats-Unis exigent des poursuites contre les auteurs de ces actes.

RDC: le premier convoi des FDLR est arrivé à Kisangani. Le Premier groupe de quarante-cinq ex-combattants FDLR et leur dépendants en provenance du Nord-Kivu est effectivement arrivé à Kisangani (Province Orientale), à 11h heures 35, heure locale, à bord d'un avion de la Monusco. Un deuxième groupe de 125 personnes en provenance de Bukavu (Sud-Kivu) était aussi attendu à la mi-journée à Kisangani. Au total, quarante-cinq personnes: quinze ex-combattants FDLR, dix femmes et vingt enfants ont atterri à l'aéroport de Kisangani avec leurs effets personnels. Ils ont ensuite pris place à bord d'un minibus mis à leur disposition par le gouvernement provincial vers le camp Lieutenant-général Lucien Bahuma, leur site de transit.

RDC: le gouvernement promet une politique salariale cohérente. Le vice-Premier ministre et ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba, reconnaît les disparités dans la rémunération des agents de l'État. Il a exprimé mercredi 26 novembre au Sénat la volonté du gouvernement congolais de mettre en place une politique salariale cohérente. «Le gouvernement essaie de stabiliser et régulariser cet état des choses à travers un programme de rationalisation de rémunération», a déclaré Daniel Mukoko qui défendait le projet de Budget de l'Etat congolais pour 2015.

La CIRGL préconise des sanctions contre les chefs miliciens. Les chefs d'État et de gouvernement des pays membres la Conférence internationale des pays de la région de Grands Lacs (CIRGL) envisagent de prendre des sanctions contre les leaders des groupes armés actifs dans la région. Le secrétaire exécutif de la CIRGL, Ntumba Lwaba, l'a indiqué mercredi 26 novembre à Lubumbashi à l'ouverture de la sixième réunion du comité régional de coordination de cette organisation. «Il n'est pas normal que les chefs de ces bandes armées puissent circuler librement dans la région des Grands Lacs», a-t-il estimé Ntumba Lwaba, appelant au démantèlement de ces bandes armées et des forces

négatives. Tous les douze pays membres sont représentés à ces assises par leurs chargés des services de renseignement et de sécurité en vue de chercher les voies et moyens pour éradiquer l'insécurité causée par les groupes armés dans cette région. (Radio Okapi)

Ituri: Cobra Matata vit en homme libre à Bunia. Le chef du groupe armé FRPI, Justin Banaloki alias Cobra Matata, vit en homme libre à Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale), où il s'est rendu depuis près d'une semaine aux Forces armées de la RDC (FARDC). Ce chef milicien n'est pas aux arrêts, ni en résidence surveillée comme pensent certaines personnes, a indiqué un reporter de Radio Okapi, qui l'a rencontré jeudi 27 novembre.

Bas-Congo: 1 123 cas des violences sexuelles enregistrés en 11 mois. Environ 1 123 cas des violences sexuelles ont été répertoriés, de janvier et à novembre 2014, dans la province du Bas-Congo. Le chef de division provinciale du Genre, Famille et Enfant, au Bas-Congo, Didienne Bunga, a livré ces statistiques, mercredi 26 novembre, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre, célébrée le 25 novembre de chaque année. Selon Didienne Bunga, les cas de viol représentent 80%, soit près de 900 cas des violences enregistrés. Elle exhorte la population du Bas-Congo à s'investir dans la lutte contre toute forme de violence basée sur le genre. (Radio Okapi)

Beni : difficultés de fonctionnement de l'hôpital général de référence. L'hôpital général de référence de Beni au Nord-Kivu fonctionne dans des conditions difficiles. Le médecin directeur de ce centre hospitalier, Dr Vianney Kambale, a indiqué jeudi 27 novembre que son institution manque d'appui et moyens matériels pour assurer la prise en charge correcte à toute la population de Beni.

Beni : l'opération «Sokola 1» n'a jamais été suspendue, selon le général Muhindo. L'opération « Sokola 1 » débutée en janvier dernier n'a jamais été suspendue. Elle vient d'être accélérée et généralisée dans toute la région, a indiqué jeudi 27 novembre le commandant du secteur opérationnel des FARDC dans le grand Nord, le général Muhindo Akili, alias Mundos. Cette opération a été lancée contre les rebelles ougandais de l'ADF.

Kinshasa : plusieurs quartiers inondés après la pluie. De nombreuses rues et avenues de Kinshasa ont été inondées jeudi 27 novembre après une forte pluie qui s'est abattue dans la capitale. C'est le cas de l'avenue des Huileries et ses annexes, mais aussi les abords du centre ville comme le parking extérieur de la direction générale de la Banque commerciale du Congo (BCDC). Des nombreux éboulements sont même survenus à plusieurs endroits sur l'avenue du tourisme, accès stratégique pour de nombreux quartiers de la partie Ouest de Kinshasa avec sérieuse menace de détruire cette artère. Ces inondations ont occasionné le faible trafic, des difficultés de transport, des perturbations des activités surtout celles économiques devenues par conséquent timides. (Radio Okapi)

Vendredi 28 novembre.

RDC : les magistrats poursuivent la grève sur fond de service minimum. Au cours d'une assemblée générale organisée jeudi 27 novembre à Kinshasa, les magistrats ont décidé de poursuivre leur grève déclenchée début novembre. Pour le président du syndicat autonome des magistrats, Sambayi Mutenda Lukusa, le gouvernement de la République ne donne aucun écho favorable aux revendications des toges noires sur toute étendue nationale.

Kasaï-Oriental: la police déployée à Nomba après des affrontements tribaux. Des policiers ont été envoyés, jeudi 27 novembre, pour rétablir la paix à Nomba, en territoire de Kabinda (Kasaï-Oriental), où les habitants se sont affrontés, le week-end dernier, à la suite d'un conflit du pouvoir coutumier. Ces affrontements tribaux ayant opposé deux groupes rivaux au pouvoir de Bena Nomba ont fait 2 morts et des maisons incendiées dans 4 villages du secteur de Nvunayi, en territoire de Kabinda.

Dakar: Abdou Diouf plaide pour la promotion de la langue française dans le monde. Au total, 274 millions de personnes dans le monde sont capables de s'exprimer en français, cinquième langue au monde. En marge du sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui se tient à Dakar, le secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, a plaidé pour la promotion du français à travers le monde. En RDC, par exemple, cette langue permet aux Congolais de diverses souches culturelles de communiquer. De par le nombre de ses locuteurs, le français est la cinquième langue mondiale; derrière le mandarin, l'anglais, l'espagnol et l'arabe ou l'Hindi. Il est également appris dans tous les pays du monde. C'est ce qui ressort du rapport 2014 sur la langue française dans le monde publié début novembre par l'Organisation internationale de la francophonie. En RDC par exemple, le français est utilisé comme langue officielle aux côtés du swahili, du Lingala, du Tshiluba et du Kikongo. Il sert aussi de langue sociale, car il permet aux Congolais qui ont différentes langues maternelles de

communiquer. Selon toujours ce rapport, le français se renouvelle, se réinvente, se transforme, devenant ainsi une langue multiple et changeante qui s'adapte au monde moderne et aux réalités culturelles. Sur le plan économique, ce rapport note que les 77 États membres et observateurs de l'OIF concentrent 14% de la population mondiale, 14% du revenu brut mondial et 20% des échanges commerciaux. C'est pourquoi, le secrétaire général de la Francophonie fait appel à tous les locuteurs de cette langue pour assurer son évolution et sa diffusion. «Car la langue française est notre bien commun», soutient Abdou Diouf. (Radio Okapi)

Matadi: plus de 3 000 filles sensibilisées sur le dépistage précoce du cancer de sein. L'Association des femmes médecins (AFEMOKO) a sensibilisé, jeudi 27 novembre, plus de 3 000 filles, élèves du secondaire, sur le dépistage précoce du cancer de sein, à Matadi (Bas-Congo). Le porte-parole de cette structure, docteur Nénette Kiatoko, a indiqué qu'environ 30% de jeunes filles à l'âge de procréation sont porteuses du cancer de sein dans la ville portuaire.

Bunia: 28 miliciens de la FRPI se sont rendus. Vingt huit miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) de Cobra Matata sont finalement arrivés à Bunia jeudi 27 novembre dans la soirée. Ils étaient munis de six armes individuelles et d'une arme lourde, a indiqué ce vendredi à Radio Okapi le commandant de la 32ème région militaire. La société civile d'Irumu exprime sa déception au regard du petit nombre des miliciens qui se sont rendus.

Province Orientale: 5 militaires tués par des présumés rebelles LRA à Dungu. Cinq militaires congolais ont été tués jeudi 27 novembre dans le territoire de Dungu. Plusieurs sources locales indiquent qu'ils sont tombés dans une embuscade tendue par des hommes identifiés comme des rebelles de la LRA dans le poste d'encadrement de Ngilima dans le Nord de ce territoire de la Province Orientale. L'administrateur du territoire de Dungu confirme l'attaque.

Afrique du Sud : la justice acquitte 15 des 20 Congolais accusés de complot contre Kabila. La justice sud-africaine a acquitté et libéré vendredi 28 novembre, faute de preuves, quinze des vingt ressortissants de République démocratique du Congo (RDC) emprisonnés depuis près de deux ans en Afrique du Sud, accusés de complot visant à assassiner leur président Joseph Kabila. Le juge a levé l'ensemble des charges suivant les recommandations du procureur, a constaté l'AFP à l'audience à Pretoria, à l'issue de laquelle les quinze Congolais sont ressortis libres.

La Grande Bretagne suspend son aide à la réforme de la police congolaise. La Grande-Bretagne a suspendu son programme d'aide à la réforme de la police congolaise. Cette décision fait suite à la publication d'un rapport des Nations unies en octobre dernier accusant des policiers d'avoir assassiné ou fait disparaître plusieurs dizaines de personnes lors d'une opération antibanditisme à Kinshasa.

Les partis écologistes d'Afrique centrale se réunissent à Kinshasa. La première conférence des écologistes d'Afrique centrale s'est ouverte jeudi 27 novembre à Kinshasa. Il s'agit précisément des partis politiques du Congo/Brazza, du Gabon, de la République Centrafricaine, du Tchad et de la RDC regroupé au sein de la Fédération des écologistes et verts d'Afrique centrale (Fevac). Pendant deux jours, ils examinent les textes des statuts et règlement intérieur en vue de leur adoption. Le député Didace Pembe, président du Parti écologiste congolais (Peco) et président de la Fevac, explique la mission de cette association: «Nous avons hérité d'une planète propre. Nous pouvons aussi la léguer à nos enfants de la manière la plus propre possible. Si nous ne nous y prenons pas très bien maintenant, nos enfants vont cracher sur nos tombes, parce que nous aurions été des irresponsables.» (Radio Okapi)

Macbeth au Congo, des sorcières transformées en multinationale. « Qui déstabilise l'Afrique ? ». Cette question est le fil rouge de ce Macbeth congolais créé par le metteur en scène sud-africain Brett Bailey. Son adaptation détonante de la pièce de Shakespeare et de l'opéra de Verdi est actuellement en tournée en France, comme son spectacle qui fait débat: Exhibit B. Chez Shakespeare, Macbeth est un chef de clan écossais du 11e siècle. Poussé par sa femme, avide de pouvoir, il tue le Roi, pour prendre sa place, et se voit entraîné dans une spirale de violence meurtrière. Brett Bailey situe l'histoire dans l'est de la RDC. En tenue panthère, Lady Macbeth jubile, avachie sur un canapé, avec son homme, devenu chef de milice, après avoir tué son commandant. Lui porte une toque de cuir rouge en forme de poing serré. C'est à Goma que nous convie Brett Bailey pour raconter l'histoire de ce couple tyrannique. Sur scène, un immense pagne à l'effigie du nouveau leader, un chœur de réfugiés, des miliciens en treillis. Un spectacle vivant, interprété par une dizaine de chanteurs noirs sud-africains, et un orchestre. Et puisque le but est aussi de faire réfléchir, les sorcières du texte original de Shakespeare apparaissent ici sous les traits de représentants d'une multinationale. (RFI)

Samedi 29 novembre.

Le XVe sommet de la Francophonie s'ouvre à Dakar. Le XVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie s'ouvre ce samedi 29 novembre à Dakar au Sénégal. De l'aéroport Léopold Sedar Senghor au Centre international des conférences de Dakar qui va abriter le sommet, la ville vit déjà au rythme de cette grande rencontre du monde francophone. Depuis le jeudi, de nombreuses délégations arrivent dans la capitale sénégalaise. Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila, et son épouse y sont arrivés vendredi dans la soirée.

Apollinaire Malumalu: «Le train des élections est en marche ». « Il faut se préparer dès maintenant aux élections et éviter la spéculation sur les élections », a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'abbé Apollinaire Malumalu, vendredi 28 novembre au sortir de la réunion du comité de pilotage pour la sécurisation des élections au ministère de l'Intérieur. Il était question dans cette réunion de réactiver le fonctionnement des structures de ce comité en vue de préparer les élections futures en RDC. Selon lui, le Gouvernement ayant déjà approuvé le budget électoral triennal 2014 -2016, le problème de finances ne devrait pas se poser. Au cours de cette réunion, a-t-il précisé, «il s'est agi de voir quelles sont les rubriques urgentes à faire fonctionner dès maintenant en termes de financements.» (Radio Okapi)

Des jeunes exigent des poursuites contre ceux qui bloquent la Cimenterie de la Province Orientale. Le cercle de réflexion des jeunes de la Province Orientale vivant à Kinshasa réclame des enquêtes indépendantes pour établir des responsabilités concernant la question de la Cimenterie de la Province Orientale (Cipor). Dans une déclaration à la presse jeudi 27 novembre à Kinshasa, ces jeunes demandent au Procureur général de la République de faire la lumière sur la situation de la lenteur enregistrée dans la construction de cette cimenterie, dont la première pierre a été posée il y a huit ans par le chef de l'Etat, Joseph Kabila.

RDC: 4e anniversaire de la fermeture de Radiotélévision Canal futur. Au total, quatre années se sont écoulées depuis que la Radiotélévision Canal futur (CFTV) appartenant à l'opposant Vital Kamerhe a été réduite au silence. Son signal a été coupé en exécution d'une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) émise le 28 novembre 2011. Le motif évoqué: avoir diffusé des propos comportant des accusations sans preuves contre un adversaire politique. Ace jour, ce média qui était en principe fermé pour dix jours en a totalisé quatre ans.

Goma: 600 armes des groupes armés remises à la Monusco. Au total, 602 armes qui avaient été remises par les différents groupes armés étrangers et nationaux à la section DDRRR de la Monusco, ont été détruites vendredi 28 novembre au siège de la Monusco à Goma, en présence des autorités politico- militaires du Nord-Kivu et du sous-secrétaire général de l'Onu en charge de l'Etat de droits et des institutions de sécurité, en visite de travail dans cette province. Cette cérémonie s'est déroulée au moment où les autorités congolaises ont lancé l'opération «Ville sans armes» à Goma.

XVe sommet de la Francophonie : les femmes et les jeunes à l'honneur. «Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement» est le thème pour le XVe sommet de la Francophonie choisi par le pays hôte, le Sénégal. Dans son discours d'ouverture samedi 29 novembre, le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, a expliqué le choix de ce thème par la volonté de voir la Francophonie à l'origine institutionnelle, céder la place à la Francophonie des peuples. Le souhait du président sénégalais est d'offrir à la communauté l'occasion d'un échange orienté sur l'action en faveur des femmes et des jeunes, deux composantes majeures de la société, selon lui.

François Hollande : «les élections permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas». A la tribune du XVe sommet de la Francophonie ouvert à Dakar (Sénégal) samedi 29 novembre, le président français a mis en garde les chefs d'Etat des pays membres contre la tentation de vouloir se maintenir au pouvoir en cherchant à modifier la constitution. Au cours d'une intervention très applaudie, François Hollande a évoqué l'exemple burkinabé pour indiquer que le peuple d'Afrique a besoin de démocratie. Il a rappelé que ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas.

Nord-Kivu : visite du diplomate onusien Dmitry Titov dans le Rutshuru. Le sous-secrétaire général des Nations Unies chargé de l'Etat de droit et des institutions de sécurité, Dmitry Titov, séjourne depuis vendredi 28 novembre au Nord-Kivu. Il a visité, en compagnie du vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa, l'îlot de stabilité de Rutshuru. Il s'agissait d'évaluer l'impact des interventions de la Monusco dans cette partie de la province sortie de la guerre. Pour Dmitry Titov, des améliorations importantes en termes de sécurité et stabilité ont été réalisées à Rutshuru et Kiwanja, six mois après que ces entités soient déclarées îlot de stabilité de la Monusco. Actuellement, l'autorité

de l'Etat est restaurée, à travers l'administration publique, judiciaire et pénitentiaire et la police s'est déjà bien installée, grâce aux efforts conjoints de la Monusco et du gouvernement, a indiqué Mr. Dmitry Titov. Il a cependant estimé que d'autres besoins demeurent, dont les routes à réhabiliter et la criminalité à bannir. Le sous-secrétaire général des Nations Unies chargé de l'Etat de droit et des institutions de sécurité estime que les villages où sont revenus les déplacés devraient être stabilisés et des infrastructures scolaires et sanitaires améliorées. Il a appelé les Nations Unies et le gouvernement à plus de créativité pour apporter les réponses appropriées à ces besoins. C'est depuis juin 2014 que Rutshuru a été érigé en îlot de stabilité. Pour le Vice-gouverneur Feller Lutahichirwa, le gouvernement provincial va poursuivre, de son côté, le plaidoyer auprès du gouvernement central pour résoudre d'autres problèmes, tel que la mécanisation des agents pénitentiaires de Rutshuru. (Radio Okapi)

Bas-Congo : Signature d'un protocole d'accord sur la protection du parc marin des mangroves. L'Institut congolais pour la conservation de la Nature (ICCN) et l'entreprise pétrolière Perenco RDC ont signé vendredi 28 novembre dans la cité de Muanda, à 200 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo), un protocole d'accord sur la protection du parc marin de Mangrove. Au cours d'une cérémonie à laquelle ont pris part plusieurs personnalités locales, un bureau devant veiller à la protection de ce parc a également été inauguré. Ce guichet de service étatique est basé au niveau de la place de Tonde. Sa mission est de veiller au parc marin de mangrove, une végétation indispensable à l'équilibre de l'écosystème local. L'ICCN était représenté à cette cérémonie par son directeur de l'audit scientifique et technique, Benois Kisuki. Il a tenu à remercier la société Perenco pour le renouvellement de son engagement, selon le schéma qui lui est donné par le gouvernement de la RDC. «Ce parc est très très important dans le réseau des parcs des aires protégées. C'est le seul parc qui abrite la Mangrove, le seul qui protège les tortues marines, le seul où on trouve le lamantin en RDC», a-t-il expliqué. son côté, le directeur général de Perenco/RDC, Reza Mered, a réitéré l'engagement de son entreprise à participer au développement intégral et à la valorisation du territoire de Muanda, de la province du Bas-Congo et de toute la RDC. (Radio Okapi)

Dimanche 30 novembre.

La Monusco totalise 15 ans de présence en RDC. La mission de l'Onu totalise 15 ans dimanche 30 novembre 2014 en RDC. La Monusco, jadis Monuc, a vu le jour au terme de la résolution 1279 du 30 novembre 1999 du Conseil de sécurité des Nations unies visant la restauration de la paix en République démocratique du Congo. 15 ans après, la RDC a retrouvé non seulement son unité, mais aussi la paix, en dépit de l'activisme de certains groupes armés dans les Kivu et le Katanga principalement. Ces acquis l'ont été avec le concours de la Mission onusienne.

Le projet de la cimenterie de la Province Orientale n'aboutira pas à l'état actuel, affirme Jean Bamanisa. Le projet de la cimenterie de la Province Orientale (Cipor) n'existe que sur papier et ne peut pas aboutir à l'état actuel. Le gouverneur de province, Jean Bamanisa l'a affirmé samedi 29 novembre au cours d'un point de presse organisé à Kisangani. Selon lui, deux problèmes ne permettent pas sa matérialisation. Premièrement, il y a l'insuffisance de l'électricité. Deuxièmement, les différents responsables ministériels qui se sont succédés au ministre de l'Industrie, n'ont jamais bien ficelé ce projet.

Equateur : l'Université de Mbandaka reprend ses activités mercredi 3 décembre. Les portes de l'Université de Mbandaka (Unimba) s'ouvrent mercredi 3 décembre prochain, après plusieurs mois de paralysie. En prélude de cet événement, le nouveau comité de gestion a visité, samedi dernier le site de cette institution universitaire pour s'enquérir de son état actuel, avant sa réouverture. Tous les membres du comité dirigé par le recteur Michel Mbambi qui ont séjourné à Kinshasa sont déjà arrivés à Mbandaka. A leur arrivée, ils ont été accueillis par une foule compacte d'étudiants, qui s'était mobilisée la veille, les attendait tôt le matin à l'aéroport de Mbandaka. Après les ovations, le cortège en liesse a sillonné quelques artères de la ville, jusqu'au campus de l'Unimba. Le nouveau comité de gestion a constaté que 7 mois après sa fermeture, le site universitaire est jonché d'herbe. Les portes sont barricadées et les policiers sont toujours postés devant les entrées de l'université pour en assurer la garde. Les étudiants ont décidé d'aller débroussailler le campus dès lundi mais ils n'ont pas autorisé l'ancien administrateur de Budget, reconduit à son poste, à faire partie du cortège. Pour sa part, le gouverneur de province intérimaire, Sébastien Impeto, qui a aussi regagné Mbandaka ce samedi après sa mission à Kinshasa en vue de la réouverture de l'Unimba, dit ne pas admettre la fermeture du deuxième cycle à la faculté de médecine. Il a ajouté que cela va préjudicier les jeunes moins nantis obligés d'aller continuer leur formation à Kinshasa. Sébastien Impeto a promis l'appui du gouvernement provincial pour faciliter la venue des professeurs qualifiés à Mbandaka. (Radio Okapi)

Kalemie : les femmes manifestent contre les violences sexuelles. Les femmes évoluant dans les associations de la société civile ont organisé samedi 29 novembre une marche pacifique à Kalemie au

Katanga. Elles ont protesté contre les violences sexuelles dont leurs congénères sont victimes dans ce territoire en conflit.

Ituri : des hippopotames dévastent 2 hectares de champs de riz à Rogale. Des hippopotames ont ravagé, dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, environ deux hectares de champs de riz au groupement Rogale, en collectivité de Zaki, à environ 300 kilomètres au nord de Bunia (Province Orientale). Selon la société civile qui a livré cette information samedi 29 novembre, ces mammifères sortent de la rivière Atima et dévastent fréquemment les cultures. Les habitants du groupement de Rogale demandent aux autorités de prendre les dispositions nécessaires pour pallier à cette situation. Selon l'Inspecteur de l'Agriculture et élevage en Ituri, Lokandi Voda Tabayi, les investigations sur l'ampleur de dégâts causés par des hippopotames au groupement Rogale devront être menées avant de prendre une décision définitive. C'est pour la troisième fois durant cette année que les paysans du groupement Rogale plaident pour le refoulement de ces animaux, mais leurs plaintes n'ont pas encore trouvé d'échos favorables. (Radio Okapi)

Kinshasa: l'Ecole professionnelle du bâtiment dotée des panneaux solaires. Des panneaux solaires d'une capacité de 2,4 kilowatts installés à l'Ecole professionnelle du bâtiment (Eproba) à Kinshasa ont été inaugurés samedi 29 novembre. Ils doivent assurer une autonomie en énergie électrique de cet établissement scolaire d'enseignement technique. C'est un projet de Greenpeace Afrique. Vingt-six élèves de cette école ont également été formés par Greenpeace, l'ambassade suisse en République démocratique du Congo et la Fondation pour la formation professionnelle en Afrique à l'utilisation de cette forme d'énergie. (Radio Okapi)

L'Unicef se félicite de son action en Equateur. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) se félicite de son action dans la province de l'Equateur. Il a réalisé une évaluation de ses activités pour l'année 2014. Cette agence des Nations unies a financé des programmes à hauteur de 14,5 millions de dollars américains dans cette province. L'Unicef se réjouit que ces programmes aient notamment permis des progrès dans la fréquentation scolaire et la réduction de la mortalité infantile.

OIF: une femme secrétaire générale au terme d'un sommet consacré aux femmes et aux jeunes. Le XV^e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'est clôturé dimanche 30 novembre à Dakar au Sénégal. Au terme de ce sommet consacré à la situation des femmes et des jeunes de l'espace francophone, les chefs d'Etat ont désigné la Canadienne Michaëlle Jean comme nouvelle secrétaire générale de la Francophonie. Elle succède au Sénégalais Abdou Diouf qui a occupé ce poste pendant 12 ans. Michaëlle Jean, elle est née le 6 septembre 1957 à Port-au-Prince, en Haïti. Animatrice de télévision et journaliste canadienne, elle occupa de septembre 2005 à septembre 2010 le poste de gouverneur général du Canada. Elle est la troisième femme à occuper ce poste après Jeanne Sauvé et Adrienne Clarkson. Polyglotte, Michaëlle Jean parle cinq langues : français, anglais, espagnol, italien et créole haïtien. L'ex-gouverneure générale du Canada succède ainsi à Abdou Diouf qui a occupé ce poste pendant 12 ans. «Femmes et jeunes en Francophonie, vecteurs de paix, acteurs de développement», tel était le thème de ce XV^e sommet de la Francophonie qui s'est clôturé à Dakar. La déclaration finale de cette rencontre met l'accent sur le rôle des femmes et des jeunes dans le développement. Elle indique que les femmes et les jeunes sont les vecteurs des valeurs francophones. Il y est également question des défis de l'emploi, de l'insertion des jeunes et de la valorisation du rôle des femmes comme actrices de développement. Et c'est une femme, Michaëlle Jean, qui a été désignée pour prendre la tête de l'Organisation internationale de la Francophonie. « Le résultat d'un consensus francophone », a fait savoir François Hollande, le président français. Interrogée sur ce qu'elle compte faire pendant son mandat, la Canadienne répond : « Travailler au plus près de la population ». L'ancienne journaliste ne tarit pas d'éloges pour son prédécesseur. « On ne remplace pas à Abdou Diouf, on lui succède. Abdou Diouf nous laisse un legs formidable. Il a fait de cet espace un espace politique. Un espace voué à la démocratisation », déclare-t-elle à TV5. En plus de la désignation de Michaëlle Jean comme secrétaire générale, les chefs d'Etat de la Francophonie ont également décidé que le prochain sommet se tiendrait dans deux ans à Madagascar. Ils ont aussi admis le Mexique, le Costa Rica et le Kosovo comme membres observateurs de l'OIF. (Radio okapi)

A Dakar, Hollande appelle les dirigeants africains à respecter le jeu démocratique. Appel à l'union contre le terrorisme, rappel du jeu démocratique... Devant une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement réunis samedi à Dakar au Sénégal pour le XV^e sommet de la Francophonie, François Hollande a averti les dirigeants qui voudraient se maintenir au pouvoir à tout prix et appelé à «s'unir contre la barbarie» au lendemain d'un nouvel attentat meurtrier attribué au groupe islamiste Boko Haram au Nigeria. **S'unir «contre la barbarie».** «Nous devons encore ensemble lutter, lutter toujours contre le terrorisme», a lancé le chef de l'Etat devant un parterre de dirigeants africains alors qu'au moins 120 personnes ont été tuées et 270 blessées vendredi dans un attentat à la grande mosquée de Kano, une ville de 10 millions d'habitants au nord du Nigeria. «Sur le terrain sécuritaire, nous devons

nous unir contre la barbarie, contre les risques présentés par le fondamentalisme, notamment au Sahel, en Afrique» a exhorté le président français. Président du Nigeria, Goodluck Jonathan a promis de traquer les responsables du massacre de Kano. Il a demandé aux forces de sécurité de «lancer une enquête complète et de remuer ciel et terre jusqu'à ce que tous les auteurs d'actes de terrorisme (...) soient retrouvés et traduits en justice». L'émir de Kano, Mohammed Sanusi II, deuxième dignitaire musulman du Nigeria, qui dirige la mosquée attaquée, a lui assuré samedi qu'il ne se laisserait jamais «impressionner». (Le Parisien)